



KNOWLEDGE MATTERS

NUMÉRO SPÉCIAL :

Solutions durables en Somalie



Enhancing Integration of Displacement
Affected Communities in Somalia



CONCERN
worldwide

**ENDING
EXTREME POVERTY
WHATEVER
IT TAKES**

Sommaire:

- 3 Introduction : Les solutions durables en Somalie** Peter de Clercq et Beatriz Valbuena
- 6 L'initiative pour des solutions durables en Somalie** Teresa del Ministro
- 10 Leçons tirées du consortium UE RE-INTEG sur les solutions durables** Rufus Karanja et Beatriz Valbuena
- 15 Mesurer les progrès vers des solutions durables** Lena Von Naso
- 18 EIDACS infographique** Beatriz Valbuena
- 20 L'engagement communautaire à travers des forums de communautés touchées par les déplacements dans le consortium EIDACS** Stefanie Barratt
- 23 L'autonomisation économique des femmes par l'inclusion financière des groupes d'entraide** Courtenay Cabot Venton
- 29 Les évictions : Au cœur des efforts de solutions durables en Somalie** Joseph Jackson
- 31 Fermeture et durabilité de l'EIDACS** Beatriz Valbuena
- 34 Auteurs ayant contribué**

Message de la rédactrice:

Bienvenue dans ce numéro spécial de Knowledge Matters consacré aux solutions durables. Ce numéro est consacré à l'exploration des progrès, des défis et des leçons tirées des consortiums et des programmes de solutions durables mis en œuvre en Somalie au cours des trois années précédentes par Concern et d'autres partenaires chargés de la mise en œuvre. Aujourd'hui, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays à travers le monde est plus élevé que jamais. Les conflits, la violence, les catastrophes naturelles et les pandémies introduisent de nouveaux risques de déplacement prolongé et mettent en péril

la réalisation de solutions à long terme, en particulier dans les milieux urbains. Une "solution durable" (rapatriement volontaire, intégration locale et réinstallation) est atteinte lorsque les personnes déplacées n'ont plus de besoins spécifiques en termes d'assistance et de protection en rapport avec leur déplacement et qu'elles peuvent exercer leurs droits sans discrimination en raison de leur déplacement. Dans ce contexte, les solutions durables deviennent bien plus que le secteur humanitaire, c'est une approche qui recoupe de multiples secteurs pour parvenir à l'intégration et à la durabilité et qui est axée sur les populations déplacées et celles qui sont touchées par le déplacement, y compris les réfugiés, les rapatriés et les populations hôtes.

Alors que les donateurs et les agences conçoivent l'agenda humanitaire pour les années à venir, les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), en particulier les femmes qui sont souvent plus gravement touchées, devraient être au centre des discussions. Les autorités locales devraient être au premier plan de cet effort de conception, puisque ce sont elles qui répondront aux futurs déplacements. Dans la recherche de solutions à long terme, la responsabilité nationale, le leadership et la responsabilité internationale deviennent plus importants que jamais.

Cette édition spéciale de Knowledge Matters rassemble les expériences de praticiens de certains des domaines les plus complexes et les plus critiques dans lesquels des solutions durables sont appliquées aujourd'hui. J'espère que les enseignements qu'ils partagent ici atteindront tous ceux qui souhaitent lancer ou poursuivre des initiatives similaires, ainsi que remettre en question nos approches actuelles pour rechercher davantage d'innovations et maintenir le débat sur les solutions durables. Je remercie sincèrement les généreux participants qui ont contribué par leurs articles qui, je pense, ont enrichi cette publication d'une manière inestimable. J'exprime également ma gratitude à tous les collègues qui m'ont continuellement inspiré depuis que j'ai rejoint Concern au début de l'année 2019.

Beatriz Valbuena

Introduction : Les solutions durables en Somalie

Par Peter de Clercq et Beatriz Valbuena

Depuis 2015, les déplacements et les solutions durables en Somalie occupent une place centrale dans les programmes humanitaires et de développement du pays. Nous avons assisté à une évolution du thème du déplacement, qui est passé d'une approche essentiellement humanitaire et axée sur la protection à une approche de plus en plus axée sur le développement. Plus récemment, une appréciation collective du déplacement comme étant étroitement lié au processus d'urbanisation irréversible a émergé et nous commençons maintenant à réfléchir dans le sens des solutions au déplacement dans le contexte de la «planification spatiale» et des «établissements humains». Les chiffres continuent d'augmenter et les événements climatiques (sécheresses/inondations) et les conflits continuent de pousser les gens à quitter leurs foyers, la plupart du temps dans le cadre d'un processus irréversible de déplacement/urbanisation. En dépit de nos meilleurs efforts collectifs, nous n'avons pas eu un impact suffisant sur les évictions régulières.

De plus, nous n'avons pas encore pu développer une méthodologie collective pour «mesurer l'intégration», c'est-à-dire pour déterminer dans quelle mesure les programmes de solutions durables ont pu soit réduire le nombre de personnes qui se considèrent comme des déplacés internes, soit estimer que leur situation s'est améliorée par rapport à la première fois où ils ont été déplacés. Un mécanisme de mesure serait un outil formidable pour aider à promouvoir la responsabilité entre les autorités locales/municipales et leurs circonscriptions. Un article intéressant sur ce sujet est inclus dans ce numéro.

Les autorités municipales sont claires sur le fait que la gestion de la question des personnes déplacées et de ses solutions durables nécessite la prise en charge du rôle des gardiens. Dans certains documents produits par des partenaires internationaux, on affirme que les gardiens devraient être soumis à certaines directives et codes de conduite afin de faire «partie de la solution». Cependant, un changement majeur serait que les autorités officielles les plus proches des populations assument pleinement leurs responsabilités et leur obligation redditionnelle.

Notre vision des solutions durables en Somalie devrait être éclairée par la prise de conscience que le processus d'urbanisation rapide actuel, entraîné par les déplacements, n'est pas entièrement «spontané». La provision d'assistance et l'amélioration de la prestation de services dans les villes alimentent l'augmentation de la «dérive urbaine», en particulier vers les grandes municipalités.

Un nombre important de ces personnes déplacées depuis longtemps sont d'anciens éleveurs qui ont perdu leurs (petits) troupeaux et sont forcés de venir dans les villes pour y chercher une nouvelle vie, y compris des moyens de subsistance. Elles ne retrouveront pas leur mode de vie d'origine, car le repeuplement des petits troupeaux est peu probable (et pourrait bien être indésirable)

En décentralisant la prestation de services et des moyens de subsistance loin des grandes villes de Somalie (villes plus petites), nous ne pouvons pas arrêter ou inverser l'urbanisation (qui est une réalité mondiale) mais la gérer de manière plus mesurée et délibérée.

Il y a encore un manque de cohérence considérable, même en ce qui concerne le «résultat» souhaité par le processus des solutions durables. Une approche «classique» des trois solutions durables bien connues dans le contexte des réfugiés (retour, réintégration et réinstallation) devrait être remplacée par un concept «d'établissement humain» ou «de planification spatiale» qui permettrait de poursuivre les solutions de manière moins compartimentée.

Il existe également un risque que la pléthore de concepts plus larges qui circulent autour de la gestion des personnes déplacées (solutions durables, résilience, protection sociale) contribue à un manque d'attention ou, au contraire, à une approche multidimensionnelle et partielle des grands thèmes et priorités en Somalie.

Il ne fait aucun doute qu'une orientation humanitaire reste pertinente et nécessaire, car les niveaux de résilience restent extrêmement faibles en Somalie, malgré des investissements importants au niveau des familles, des communautés et, de plus en plus, des institutions. Récemment, le pays a de nouveau été touché par des inondations qui ont attiré l'attention de la communauté internationale sur les besoins immédiats. Bien que ces inondations soient malheureusement très prévisibles et récurrentes, elles contribuent à des déplacements prolongés.

Il existe en Somalie depuis longtemps et de manière continue un besoin de capacités de gestion et de coordination des catastrophes. Ces capacités font cependant toujours défaut et chaque urgence majeure est toujours traitée de manière ad hoc et autonome.

Aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire de (ré)introduire la résilience aux risques de catastrophes, car les événements et les catastrophes humanitaires dans le pays sont totalement prévisibles, tant en termes de portée que de lieu et de moment. Cela signifie que nous avons la possibilité d'investir de manière beaucoup plus significative dans la prévention.

La communauté internationale n'a pas suffisamment poursuivi un lien et une coopération potentiels avec le secteur privé en

Somalie, mais il est clair que ce secteur continuera à jouer un rôle important dans le processus de développement, en particulier la fourniture de services sociaux de base (tels que la santé, l'éducation, l'électricité et l'eau) et la promotion de moyens de subsistance durables dans le pays. Le rôle joué par le secteur privé dans la poursuite de solutions durables ne peut être surestimé.

Le climat commercial actuel en Somalie est extrêmement défavorable, mais il existe un espace important pour les investisseurs désireux de faire des apports à haut risque / haut rendement, ce qui devrait aussi être encouragé par les donateurs. En particulier dans certains domaines comme la gestion du bétail (y compris la transformation de la viande), les communautés côtières et les activités de la chaîne de valeur, il faut donc espérer que les donateurs envisageront de cofinancer et de promouvoir les partenariats public-privé (PPP).

Il devient de plus en plus évident que la refonte du «contrat social» entre l'État et ses citoyens en Somalie dépendra de la mise en œuvre au niveau de et en consultation avec les bénéficiaires et les autorités les plus proches des circonscriptions. Cela signifie que le rôle des autorités sous-fédérales telles que les municipalités et les administrations de district devra être renforcé, notamment en ce qui concerne la prestation de services et l'application de la justice sociale et physique.

Le programme des solutions durables appelle à une coopération renforcée à plusieurs niveaux entre le gouvernement et ses partenaires de développement et humanitaires, ainsi que le secteur privé, étayée par une «approche pangouvernementale». Toutefois, cette approche doit également être accompagnée d'une approche

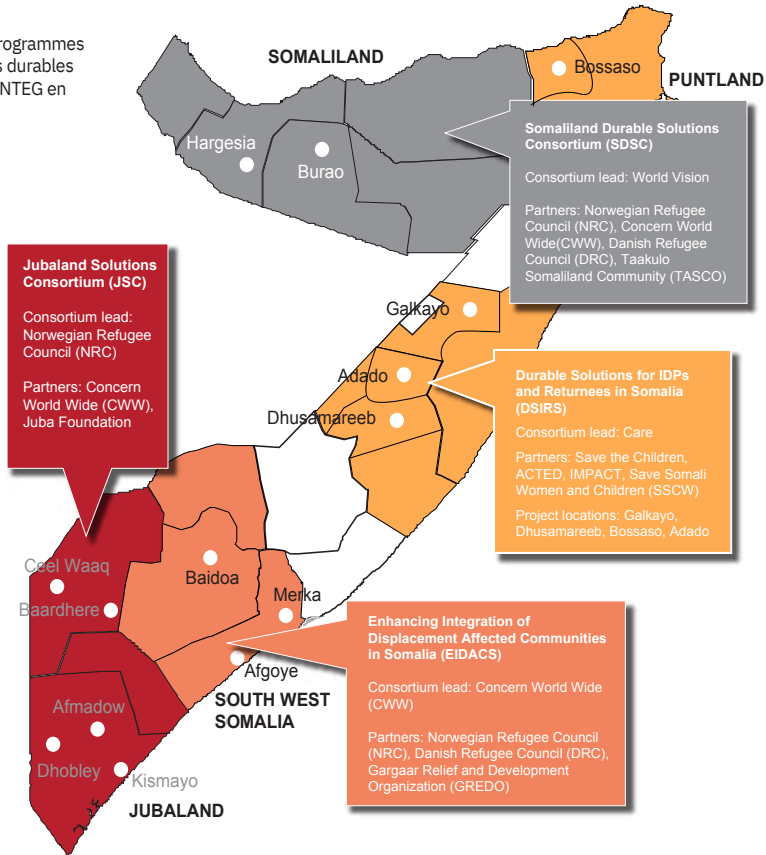
“ Le moment n’a jamais été aussi opportun pour un mouvement intégré, collectif, compréhensif et dirigé par le gouvernement vers des solutions durables pour les populations déplacées... Nous ne devons pas rater cette occasion.”

«tous donateurs confondus», ce qui nécessite une coordination et une interaction accrues entre les nombreux acteurs internationaux.

Les travaux d'analyse approfondis de la Banque Mondiale et d'autres organisations ont maintenant établi de manière indéniable que les personnes déplacées à l'intérieur du pays sont dans la catégorie des «plus négligés». Le moment n'a jamais été aussi opportun pour un mouvement intégré, collectif, compréhensif et dirigé par le gouvernement vers des solutions durables pour les populations déplacées... Nous ne devons pas rater cette occasion .

Ce numéro de Knowledge Matters a été facilité par le Consortium EIDACS¹, un des consortiums de solutions durables financés par le RE-INTEG² de l'UE en Somalie. L'écosystème des solutions durables en Somalie est large, incluant d'autres consortiums RE-INTEG qui sont présentés sur la carte ci-dessous ; le programme Danwadaag DS, financé par le DFID³ et dirigé par l'OIM⁴, dont Concern est l'un des partenaires de mise en œuvre ; le DSP, financé par DANIDA et dirigé par le Danish Refugee Council (DRC) ; ainsi que de nombreuses initiatives des Nations Unies mentionnées dans l'article suivant.

Carte des programmes de solutions durables ReDSS RE-INTEG en Somalie.



1. EIDACS: Renforcer l'intégration des communautés touchées par les déplacements en Somalie
 2. RE-INTEG: Renforcer la réactivité de la Somalie à la gestion et à la réintégration des flux migratoires mixtes

3. Département du Développement International du Royaume-Uni
 4. ONU Organisation internationale pour les migrations

L'initiative pour des solutions durables en Somalie

Par Teresa del Ministro

L'Initiative pour des solutions durables (DSI) a été lancée en 2016 dans le cadre d'un effort commun mené par le gouvernement fédéral de Somalie et les Nations Unies¹.

Le professeur Walter Kaelin², depuis 2015, oriente la direction stratégique de l'Initiative et guide le Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général, Résident et Coordinateur Humanitaire (DSRSG/RC/HC) et la communauté de pratique sur les priorités au niveau normatif, institutionnel et opérationnel. Il a défini l'Initiative comme:

“Un cadre collectif aligné sur le Plan de Développement National [qui] vise à concevoir, financer et mettre en œuvre des solutions durables de manière cohérente et coordonnée. Il est également destiné à orienter collectivement les approches et les programmes relatifs aux solutions durables et à soutenir la capacité du gouvernement au

niveau fédéral, des états et au niveau local à fournir des solutions durables aux personnes déplacées, aux réfugiés de retour et à leurs communautés hôtes.”³

L'Initiative pour des solutions durables a été la première initiative de ce type à lancer un mouvement qui a mobilisé un ensemble varié d'acteurs tels que les acteurs humanitaires, de consolidation de la paix et de développement, les obligeant à changer la manière dont les questions de déplacement sont traitées. En Somalie, les déplacements urbains prolongés et à grande échelle ont été traités principalement par des interventions humanitaires.⁴ Un autre élément important de l'Initiative pour les solutions durables est l'accent absolu mis sur le gouvernement en tant que moteur des interventions visant à lutter contre les déplacements forcés. L'Initiative s'est donc concentrée sur les priorités suivantes:

- Mettre au point un ensemble d'outils politiques pour institutionnaliser les priorités et les mesures prises par les acteurs gouvernementaux pour soutenir de manière sûre, volontaire et

1. Le vice-premier ministre Mohamed Omar Arte et le représentant spécial adjoint du secrétaire général, résident et coordinateur humanitaire des Nations Unies, Peter de Clercq, ont joué un rôle clé dans ce processus

2. Le professeur Walter Kaelin a servi en tant que représentant du Secrétaire Général sur les droits des personnes déplacées internes, promouvant les principes directeurs sur le déplacement interne et dirigeant l'effort d'approbation du Comité Permanent Inter-organisations sur le cadre des solutions durables pour les personnes déplacées dans leur pays. Il est conseiller spécial sur les déplacements internes auprès du DSRSG/RC/HC des Nations Unies en Somalie depuis 2015. Le professeur Kaelin est un défenseur mondial des solutions de déplacement et apporte son soutien à de nombreuses opérations nationales dans le monde

3. L'ONU en Somalie, les populations déplacées et les populations urbaines pauvres ne sont plus négligées, 2019

4. Lorsque les DSI ont été lancés en 2016, le nombre de personnes en situation de déplacement forcé n'avait pas diminué depuis la dernière vague de migration des zones rurales vers les zones urbaines déclenchée par la sécheresse de 2011 qui a tué plus de 250 000 Somaliens. En 2015, le nombre de personnes déplacées était estimé à 1,1 million, chiffre qui est resté stable depuis 2013.

digne l'intégration locale, le retour et la réinstallation⁵

- Mettre en place et institutionnaliser un mécanisme de coopération interministérielle pour promouvoir une approche holistique du processus de réintégration.
- Appel à une programmation cohérente et concertée de l'aide aux populations déplacées, non seulement en cherchant à obtenir des ressources financières pour les projets et les programmes, mais aussi en préconisant de vastes partenariats dans le domaine de l'aide humanitaire, du développement de la paix.

Au-delà des questions de définition et d'étiquetage, l'une des réussites de l'initiative est que ses dispositions générales ont été adoptées, réinterprétées, mises en œuvre et prises en charge par différents groupes d'acteurs. Des mouvements et des projets dérivés qui n'étaient pas explicitement liés à l'initiative ont contribué à ses objectifs. Certaines de ses dispositions, articulées dans une série de sept rapports du professeur Kaelin, ont été prises en compte et mises en œuvre par le gouvernement, les donateurs, les agences opérationnelles. Au niveau normatif par exemple, le plaidoyer sur les cadres nationaux a abouti à l'approbation en 2019 d'une politique nationale pour les réfugiés et les personnes rapatriées et déplacées à l'intérieur du pays. Les autorités et l'Organisation Internationale du Droit du Développement ont organisé de larges consultations au sein de la communauté de pratique des solutions durables, ainsi qu'au-delà. Des groupes sociaux, des étudiants universitaires, des syndicats et des représentants de la communauté ont été impliqués tout au long du processus. Les DSI ont fourni des contributions techniques, un plaidoyer fort et un soutien au processus w qui,

“ Au-delà des questions de définition et d'étiquetage, l'une des réussites de l'initiative est que ses dispositions générales ont été adoptées, réinterprétées, mises en œuvre et prises en charge par différents groupes d'acteurs. ”

contrairement aux tentatives précédentes, a finalement été mené à terme avec succès. Le gouvernement a fait des solutions durables une priorité centrale des deux cycles suivants de plans de développement national.⁶ Enfin, après la ratification de la Convention de Kampala, grâce au soutien du HCR, le gouvernement met en place un processus législatif pour intégrer la Convention dans la législation nationale.

La mise en place du mécanisme de coordination interministérielle a probablement été l'une des étapes les plus complexes de l'initiative, et elle a montré l'importance des mouvements d'essaimage pour sa réalisation. La conception institutionnelle de l'État Somalien est en cours d'élaboration. Depuis l'instauration du gouvernement fédéral de Somalie en 2012, elle a été marquée par des négociations continues entre les administrations centrale et régionale. Les huit dernières années ont montré des progrès remarquables en termes de construction et de consolidation de l'État. Cependant, définir des mandats pour une question transversale telle que les solutions durables dans un contexte où les rôles et les responsabilités des entités gouvernementales sont progressivement définis est une tâche difficile. L'Initiative pour les Solutions Durables a préconisé une approche interministérielle et une «coordination horizontale», reconnaissant que la recherche de solutions de réintégration pour plus de 2,6 millions de personnes

⁵ Il faut souligner que les personnes déplacées installées dans les zones urbaines ont exprimé à plusieurs reprises une préférence pour l'intégration locale.

⁶ Le NDP8 (2017/2019) comportait un chapitre consacré au pilier de la résilience. Le PND9 identifie les solutions comme l'un de ses impératifs «transversaux».

déplacées, plus de 90 000 réfugiés rapatriés et 30 024 réfugiés et demandeurs d'asile⁷ est une tâche considérable qui doit être abordée systématiquement par de multiples acteurs gouvernementaux.⁸ Il en va de même pour la participation des différents niveaux de gouvernement, qui comprennent les États Membres Fédéraux, les Conseils de District Locaux et les administrations de soins. Il s'agit d'une initiative indépendante du Danish Refugee Council qui a fourni le soutien en matière de capacité nécessaire au Ministère fédéral de la Planification des Investissements et du Développement Économique pour soutenir ce processus.

Depuis 2018, la Direction des Solutions Durables s'efforce de faire en sorte que des dispositions institutionnelles pour la coordination horizontale et verticale existent au niveau fédéral et dans les différentes localités. Cela a abouti au lancement du Secrétariat des Solutions Durables en 2019. Il est important de noter que la mise en place et la préconisation d'un organe interministériel lancé par l'Initiative ont été au cœur de l'effort qui a permis sa réalisation. Ce mécanisme est soutenu par un ensemble de plateformes de coordination tout aussi importantes, dirigées par le gouvernement au niveau des États et des municipalités, qui existent à Puntland, Hirshabelle, Galmudug, Benadir, Jubaland et dans l'État du Sud-Ouest. Il est important que la coopération entre ces mécanismes de gouvernance se poursuive et qu'un dialogue institutionnel positif guide une répartition plus claire des rôles et des responsabilités entre ces entités.

L'initiative a été un facteur important dans les efforts de mobilisation des ressources. Depuis 2016, près de 90 millions de dollars US ont été alloués à des programmes et projets

pertinents pour les solutions durables. À quelques exceptions près, la majorité de ces projets étaient des initiatives conjointes entre des agences des Nations Unies et des ONG. Les partenaires chargés de la mise en œuvre, plus particulièrement, ont promu des programmes visant à rétablir la confiance entre les autorités et les communautés en déplacement - qui ont souvent un accès limité à la participation aux affaires publiques. À des degrés divers, les partenaires ont inclus le gouvernement, en lui déléguant des responsabilités pour la mise en œuvre des projets. Cela s'applique à tous les programmes de solutions durables et en particulier à Midnimo 1 et 2, aux projets des consortiums RE-INTEG de l'UE, à Xalka Waara et à Danwadaag.⁹ Les partenaires ont continué à soutenir, par le biais de solutions et d'initiatives de développement précoces, toute une série de priorités opérationnelles qui contribuent à l'intégration locale, aux retours et à la réinstallation, mais aussi à la jouissance de droits et à la protection. Ces priorités concernent la sécurité, l'éducation, le logement, les services de base, l'eau, la santé (tant physique que mentale), la lutte contre la violence sexuelle et basée sur le genre et le soutien à la création d'entreprises, à l'emploi et à l'employabilité. Dans leurs entreprises

⁹ Midnimo signifie «Unité» et est un projet qui, dans sa première itération, a été mis en œuvre par l'OIM et ONU Habitat dans le Jubaland et l'État du Sud-Ouest. Dans sa deuxième phase, le PNUD a rejoint le partenariat et les trois agences opèrent maintenant à Hirshabelle et à Galmudug. Le projet reçoit des fonds du Programme de Consolidation de la Paix des Nations Unies, Japon, et du fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine. Xalka Waara se traduit par «Solutions durables» et il s'agit d'un programme mis en œuvre par DRC avec un financement de DANIDA. Danwadaag, qui se traduit par «Partenariat», est un programme de solutions durables financé par DFID et mis en œuvre par l'OIM, le NRC, Concern et RedSS. Le RE-INTEG de l'UE était une allocation de fonds à travers trois résultats. En ce qui concerne les solutions, nous examinerons les résultats 2 et 3 qui ont vu des projets mis en œuvre dans tout le pays en Somalie par divers partenaires nationaux et internationaux. Il s'agit de : Worldvision Concern, CARE, NRC, CESVI, GREDO, Jubba Foundation, SWDC, UN Habitat, UNHCR, UNDP, Sido, IDLO

⁷ Source : HCR

⁸ Alors que les chiffres sur les déplacements internes se réfèrent à des estimations de la population déplacée en 2020, les chiffres sur les réfugiés et les demandeurs d'asile ont été vérifiés par le HCR. Cf. Cv-19 Plan de préparation et d'intervention du pays, 2020.

opérationnelles, les ONG partenaires ont notamment bénéficié de l'apprentissage continu qui a été encouragé et consolidé par le Secrétariat Régional des Solutions Durables. Cet organe a contribué à une meilleure compréhension des aspirations et de la vulnérabilité des personnes déplacées, mais aussi à ancrer les interventions dans le cadre du Comité Permanent Inter-organisations (IASC) des solutions durables - grâce à l'élaboration d'indicateurs dans les domaines de la sécurité physique, juridique et matérielle.

Le principal défi pour toutes les parties prenantes et les champions des solutions durables est de parvenir à un soutien à la réintégration à grande échelle. On estime que le soutien apporté par les différents programmes au fil des ans a permis d'atteindre plus d'un million de personnes déplacées en Somalie, ce qui représente moins de la moitié des cas des personnes concernées. En plus d'atteindre tous les Somaliens touchés par le déplacement, il est important que le soutien déjà fourni se poursuive jusqu'à ce que les personnes déplacées n'aient plus de besoins de protection particuliers liés à leur condition et jusqu'à ce que la discrimination reposant sur leur déplacement prenne fin. Il s'agit de processus à long terme qui exigent que toute une société accepte l'impact d'un conflit de trente ans et ses ramifications négatives. Il faut un financement durable et mixte pour garantir qu'au fil du temps, les personnes déplacées qui font toujours partie des groupes les plus vulnérables du pays acquièrent des compétences, des ressources et des possibilités pour rejoindre la société ordinaire et avoir un accès égal aux droits et aux services. Cela nécessite une solidarité entre les Somaliens de tous les milieux pour rendre possible la réintégration dans tous les domaines : bureaux gouvernementaux, lieux de travail, écoles et universités, tribunaux et communautés. Cela exige un engagement continu et une capacité d'adaptation de la part de la communauté internationale pour ajuster les mécanismes de financement et les modalités de mise en œuvre des interventions à long terme, pour investir dans les secteurs

stratégiques susceptibles de générer un financement durable des processus de solutions et pour être plus rigoureux dans le suivi de l'impact global de leur intervention sur la réduction des déplacements forcés. L'Indice d'Intégration Locale piloté par Danwadaag est un pas dans cette direction, mais ces efforts doivent être consolidés et intensifiés.

À l'avenir, dans l'espoir que l'initiative finalisera sa transition vers un mouvement national et social entièrement pris en charge par les Somaliens, les partenaires devraient concentrer leur attention sur l'ancrage de solutions durables dans la société, en promouvant, par le biais des réseaux de solidarité somaliens, une demande continue de changement de politique, d'action positive et de prestation de services. Les personnes déplacées doivent trouver leurs propres solutions, et pour ce faire, elles auront besoin du soutien des communautés hôtes, du gouvernement et des partenaires internationaux. La localisation des solutions d'intervention, tout en plaidant pour des politiques budgétaires au niveau national, sera une prochaine étape fondamentale pour renforcer les processus de responsabilité envers les communautés touchées par le déplacement. Dans un pays qui n'a pas encore pleinement connu d'élections à un vote par personne depuis le début de la guerre civile, il sera important de soutenir la participation des personnes déplacées aux affaires publiques en veillant à ce que la responsabilité sociale se traduise également par une responsabilité politique lors des processus électoraux universels. L'engagement dans des partenariats avec le secteur privé, l'inclusion des personnes déplacées dans les programmes nationaux de protection sociale, la promotion de la responsabilité sociale des entreprises et enfin l'augmentation du pouvoir réglementaire du gouvernement pour une prestation subventionnée de services fournis par le secteur privé aux groupes vulnérables sont des mesures supplémentaires qui devraient être soutenues afin d'accroître l'impact de ces interventions.

Leçons tirées du consortium UE RE-INTEG sur les solutions durables

Par Rufus Karanja et Beatriz Valbuena

Au cours des dernières années, le mouvement en faveur des solutions durables au niveau politique et stratégique a été accompagné d'une expansion de la gamme et de l'échelle des programmes de solutions durables en Somalie. Le programme RE-INTEG, financé par l'Union Européenne, est un programme pluriannuel axé sur la (ré)intégration durable des personnes déplacées et des rapatriés en Somalie, qui a débuté en 2017 et se terminera en 2020. Le programme RE-INTEG a été suivi par deux autres programmes axés sur les solutions durables en Somalie : Danwadaag¹ et le programme pour des solutions durables² (DSP), financés respectivement par DFID et DANIDA³.

Cet article est basé sur des [enseignements tirés](#) par le Secrétariat Régional pour les Solutions Durables (ReDSS) qui a été un partenaire d'apprentissage de trois consortiums dirigés par des ONG du RE-INTEG : Le Jubaland Solutions Consortium (JSC), le Enhancing Integration of Displacement Affected Communities in Somalia Consortium (EIDACS) et le Somaliland Durable Solutions Consortium (SDSC). Ces trois consortiums ont adopté une approche harmonisée et axée sur les solutions. Quatre résultats communs - axés sur l'engagement communautaire, l'accès aux

services de base, les moyens de subsistance et la recherche et l'apprentissage - ont été adoptés. Les progrès vers ces résultats collectifs sont mesurés par 10 indicateurs communs de résultats du IASC, basés sur le [cadre de solutions durables du ReDSS](#).

L'objectif du rapport était de **documenter les enseignements et les pratiques prometteuses des programmes EIDACS, JSC et SDSC** dans les domaines suivants : 1) Stratégie et approche, y compris l'utilisation des indicateurs du IASC ; 2) Structures de gouvernance et de coordination au sein et entre les consortiums ; 3) Engagement avec les acteurs clés des solutions durables, en particulier les représentants des gouvernements et les communautés affectées par les déplacements (DAC) ; et 4) Apprentissage et adaptation des projets. Les principales leçons tirées et les pratiques prometteuses ont été identifiées grâce à un examen de la documentation clé du programme et des documents externes pertinents, et à 20 entretiens avec des informateurs clés des parties prenantes du programme, y compris les partenaires de mise en œuvre et d'apprentissage du RE-INTEG, l'UE, les représentants du gouvernement et les partenaires d'autres consortiums de solutions durables. L'apprentissage identifié dans le cadre de ce processus est destiné à informer les programmes en cours et futurs axés sur les solutions en Somalie et dans la région.

1. Consortium de solutions dirigé par l'OIM avec comme partenaires le Norwegian Refugee Council (NRC), Concern, Shabelle Community Development Organization (SHACDO), la Juba Foundation et ReDSS

2. Programme de solutions dirigé par le DRC/DDG avec WYG et ReDSS comme partenaires

3. Voir la carte à la page 5



Asha vit à Baidoa et elle est victime de multiples évictions forcées, 2019. Photo : Abdirisak Aden Ahmed / NRC.

Enseignements tirés des programmes EIDACS, JSC et SDSC

Stratégie et approche

1. La programmation de solutions durables peut permettre une approche coordonnée du déplacement qui couvre le lien entre l'humanitaire, le développement, la paix et le rétablissement de l'État. Le programme RE-INTEG de l'UE a créé un espace de collaboration accrue entre les acteurs politiques, humanitaires et du développement dans le cadre des efforts visant à faire progresser la (ré)intégration et à soutenir le développement par zone.
2. Une approche par zone efficace dépend de la complémentarité et de la coordination avec d'autres acteurs et programmes au sein de la zone géographique définie pour relever les défis et saisir les opportunités sociales, économiques et politiques. Un programme individuel axé sur les solutions ne doit pas nécessairement répondre à tous les besoins et vulnérabilités spécifiques aux déplacements dans sa zone de mise en œuvre, cependant, il est important de comprendre la planification et les interventions qui existent, les lacunes qui peuvent être comblées et les possibilités de faire progresser les solutions qui peuvent être capitalisées.
3. La programmation des solutions durables est complémentaire de celle de la résilience dans les zones rurales et doit promouvoir à la fois l'intégration locale dans les zones urbaines et, lorsque les conditions de sécurité le permettent, le retour volontaire, en toute sécurité et dans la dignité, ainsi que la réintégration dans les zones rurales.
4. Les programmes axés sur des solutions durables devraient élaborer une théorie du changement claire, qui trace un cheminement causal pour faire progresser la (ré)intégration et prendre en compte la vulnérabilité des communautés touchées par les déplacements.

5. Les indicateurs de l'IASC peuvent être adoptés dans des cadres logiques, mais ce faisant, ils doivent être contextualisés et clairement définis. Un protocole clair de désagrégation des données en fonction du statut de déplacement est également crucial pour comprendre l'étendue des vulnérabilités liées au déplacement et leur variation temporelle.
6. Il y a un manque de preuves et de consensus parmi les acteurs des solutions durables sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas dans le processus de mesure et de suivi des progrès vers la (ré) intégration.
7. La programmation de solutions durables devrait soutenir des efforts de collecte et d'analyse de données plus larges axés sur les déplacements, et promouvoir l'appropriation de ces efforts par les gouvernements.

Gouvernance et gestion du consortium

1. Le travail en consortium permet aux agences d'apporter des réponses complètes et multisectorielles au déplacement, et de mettre en œuvre des approches par zone dans les communautés touchées par le déplacement. En mettant en commun leur expertise, les partenaires du consortium ont pu mettre en œuvre des programmes multisectoriels, axés sur la gouvernance locale, le logement, de terrain et de biens (HLP), l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), l'éducation, la santé, la protection et l'autonomisation économique.
2. Un investissement adéquat est nécessaire dans les structures de gestion des consortiums afin de garantir l'harmonisation des approches entre les agences, la maximisation des synergies et des impacts entre les secteurs, l'apprentissage croisé et un suivi et une évaluation solides des programmes.
3. Un espace doit être créé pour permettre une participation significative des organisations humanitaires et de

développement nationales/locales à la conception et à la mise en œuvre d'une programmation axée sur les solutions. Trois ONG locales partenaires - GREDO, Juba Foundation et TASCO - ont apporté aux consortiums une expertise vitale, des connaissances locales, des relations communautaires solides et une portée géographique.

Engagement communautaire

1. La programmation de solutions durables doit viser à utiliser et à développer ce qui est déjà mis en place. Une cartographie complète des structures communautaires devrait être réalisée dès le départ, et les interventions devraient essayer de s'appuyer sur les capacités et les groupes existants, ainsi que sur les plans de ces groupes. Des efforts devraient également être faits pour relier les groupes communautaires et leurs plans à d'autres processus de planification.
2. La conception des programmes doit être souple afin de permettre aux interventions d'être guidées par les priorités communautaires. La mise en œuvre des plans d'action communautaires (PAC) dans la programmation des solutions futures bénéficierait d'une plus grande flexibilité dans la conception du programme, permettant d'ajuster les activités et les lignes budgétaires en fonction des priorités identifiées par les communautés.
3. La programmation de solutions durables devrait créer l'espace et les opportunités pour les communautés et les principales parties prenantes de s'engager dans un dialogue, une collaboration et une planification conjointe. Pour ce faire, il est essentiel de disposer d'une documentation complète sur les PAC et de partager ces plans avec les acteurs gouvernementaux, humanitaires et de développement concernés. Dans le cadre du Danwadaag, les CAP seront consolidés en plans au niveau des districts, un processus qui vise à assurer une planification inclusive basée sur les

besoins des communautés touchées par les déplacements.⁴

4. La responsabilité envers les communautés touchées par les déplacements doit être établie en donnant la priorité à un échange d'informations dans les deux sens.

Engagement du gouvernement

1. Un engagement précoce à tous les niveaux de l'administration, en particulier pendant la phase de conception, est essentiel pour obtenir l'adhésion et l'engagement continu du gouvernement.
2. La réalisation de solutions durables dépend de la capacité, de la volonté et des ressources des différents niveaux de gouvernement à diriger les processus de solutions durables ; les programmes de solutions durables doivent être conçus dans cette optique. Les futurs programmes de solutions durables devraient s'engager, dès le stade de la conception, dans une collaboration avec les principaux homologues gouvernementaux afin d'élaborer une stratégie commune pour renforcer les capacités gouvernementales à l'aide d'indicateurs et d'étapes spécifiques.
3. Le leadership et la supervision du gouvernement doivent être encouragés et soutenus tout au long de la mise en œuvre du projet par le biais de diverses approches. Les consortiums EIDACS, JSC et SDSC ont engagé le gouvernement dans la mise en œuvre d'activités de programme spécifiques, dans les réunions du comité de pilotage de projet et du groupe de travail technique, dans des formations axées sur les solutions, et par le partage des documents de projet, des budgets et des plans de travail. En outre, des mécanismes de suivi conjoints ont engagé les ministères concernés dans le processus de supervision du programme et de responsabilisation accrue des partenaires

⁴ Informations obtenues à partir du document mettant en évidence la complémentarité Danwadaag/RE-INTEG, produit par les partenaires du Danwadaag.

Apprentissage et adaptation

1. Les processus d'apprentissage et d'adaptation devraient être intégrés dans la conception du projet, avec des rôles, des responsabilités et des processus clairement définis.
2. L'inclusion d'un partenaire d'apprentissage dans le consortium peut apporter une valeur ajoutée importante en termes de génération d'apprentissage, de renforcement des capacités et de création d'un espace de dialogue sur les solutions durables. Les répondants ont souligné que les ReDSS ont apporté une valeur ajoutée à la programmation en contribuant à l'identification des leçons tirées, en reliant le consortium à d'autres acteurs essentiels des solutions durables, en renforçant les connaissances et les capacités, en fournissant des conseils sur les principes de programmation et en aidant à établir une vision commune.
3. De multiples méthodes devraient être adoptées pour saisir et appliquer l'apprentissage dans la programmation des solutions durables. Un certain nombre de pratiques d'apprentissage prometteuses, spécifiques à chaque programme, ont été adoptées par les consortiums EIDACS, JSC et SDSC, notamment le suivi conjoint avec le gouvernement, les sessions de bilan annuelles, la saisie des réussites individuelles et l'élaboration de documents sur les enseignements tirés.
4. La conception des programmes doit être flexible, afin que l'apprentissage puisse conduire à une adaptation efficace et appropriée des programmes. La flexibilité n'est pas seulement déterminée par le donateur et ses exigences. Il s'agit également pour les agences et les consortiums de déterminer leur propre degré de flexibilité en termes de secteurs de travail et de lieux de mise en œuvre. La programmation de solutions durables futures devrait tenir compte de ces facteurs au cours de la phase

de conception, et les donateurs et les agences de mise en œuvre devraient être sur la même longueur d'onde quant à l'étendue et la nature de la flexibilité. Les approches devraient comprendre l'expérimentation/pilotage de différentes approches, l'investissement dans l'analyse des conflits, la mise à disposition de temps pour des sessions périodiques de réflexion sur les leçons apprises et l'investissement dans des mécanismes de responsabilité pour les communautés affectées par les déplacements.

Conclusion

En identifiant les enseignements tirés des programmes EIDACS, JSC et SDSC, un certain nombre de domaines dans lesquels des lacunes ont été constatées ont été identifiés. Les indicateurs du IASC auraient dû être contextualisés, adaptés et clairement définis, et des approches standard pour les mesurer auraient dû être élaborées au stade de la conception. Il aurait fallu investir davantage dans les structures de gestion de consortium. La mise en place d'une unité de gestion de consortium (UGC) commune aux trois programmes aurait permis d'harmoniser les approches, d'intégrer différents éléments et secteurs de programme, de permettre un apprentissage croisé et de normaliser les approches de suivi des indicateurs de résultats. Bien que les programmes se soient engagés de manière constructive avec les parties prenantes gouvernementales, il n'y avait pas de stratégie clairement articulée autour de l'engagement et du développement des capacités avec les différents niveaux de gouvernement. En outre, les approches de l'engagement communautaire et du développement des PAC étaient fragmentées, et les PAC étaient souvent isolés des autres acteurs.

Malgré cela, les consortia RE-INTEG ont pu aller au-delà de la programmation humanitaire traditionnelle à court terme, et apporter une approche axée sur la résilience et le développement pour faire face au

déplacement. Les partenaires des consortiums ont mis en œuvre des programmes multisectoriels qui ont fait progresser les multiples éléments de la (ré)intégration. En outre, la nature multisectorielle et multi-acteurs des programmes a favorisé la mise en œuvre d'approches par zone et a créé un espace plus large pour que les programmes engagent les représentants des gouvernements et les communautés à collaborer plutôt qu'à agir individuellement. La durée de trois ans du programme a également offert de plus grandes possibilités d'apprentissage et d'adaptation. L'UE a fait preuve de leadership parmi les donateurs en investissant dans les solutions durables par le biais du programme RE-INTEG. Cela a conduit DFID et DANIDA à investir davantage dans la programmation de solutions durables, avec Danwadaag et le programme de solutions durables. Ces interventions tirent les leçons des activités, initiatives et structures mises en place par le RE-INTEG, s'appuient sur celles-ci et les transposent à plus grande échelle.

Pour plus d'informations sur les études de cas spécifiques des consortiums RE-INTEG, veuillez voir ci-dessous :

- [Créer et soutenir des petites entreprises pour les communautés touchées par les déplacements : une étude de cas du consortium EIDACS dans l'État du Sud-Ouest](#)
- [Protéger les droits au logement, au terrain et aux biens des communautés touchées par les déplacements : une étude de cas du Jubaland Solutions Consortium](#)
- [Améliorer l'accès à l'épargne et aux prêts pour les communautés touchées par le déplacement : une étude de cas du Somaliland Durable Solutions Consortium](#)

Mesurer les progrès vers des solutions

Par Lena Von Naso

Déplacement et solutions durables

En Somalie, on estime que 2,6 millions de personnes sont actuellement déplacées à l'intérieur du pays. De nombreuses organisations humanitaires s'efforcent de répondre aux besoins immédiats créés par ce déplacement. Parallèlement, les acteurs de la Solution Durable, tels que le Durable Solutions Consortium de Danwadaag, travaillent à des solutions à plus long terme. Travailler à des solutions durables signifie réduire progressivement les besoins et les vulnérabilités des communautés affectées par le déplacement (DAC), tout en renforçant leur autonomie et leur résilience, afin que les personnes déplacées puissent de plus en plus jouir de leurs droits humains sans discrimination liée à leur déplacement. L'objectif final de tous les programmes de solutions durables est la (ré)intégration durable.

Mesurer l'intégration locale à l'aide d'un indice

Les programmes de solutions durables sont guidés par le cadre 2010 du Comité Permanent Inter-Agences (IASC) sur les solutions durables pour les personnes déplacées et, plus récemment, par le cadre de Solutions Durables du Secrétariat Régional (ReDSS). Cependant, il n'existe pas de directives complètes sur la manière de mesurer les progrès vers des solutions durables ou la (ré)intégration en Somalie. Danwadaag a mis au point un indice de (ré)intégration locale, ou LORI, pour combler cette lacune. Le LORI est un outil contextualisé,

DANWADAAG IN BRIEF

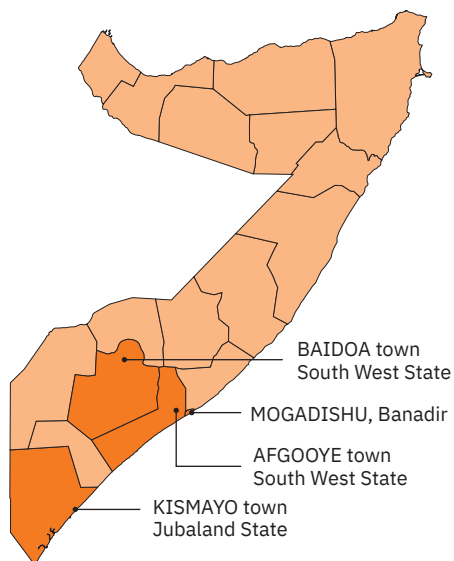
Duration: 2018-2022

Coverage: Mogadishu in Banadir Region; Baidoa & Afgooye in South West State, and Kismayo in Jubaland State

Target population: Displacement Affected Communities (Internally displaced persons, returnees and host communities)

Partners: IOM (lead agency), NRC, Concern Worldwide, Regional Durable Solutions Secretariat, Shabelle Community Development Organisation (SHACDO), Juba Foundation, Gargaar Relief Development Organisation (GREDO)

AREAS OF INTERVENTION



basé sur un programme, qui permet de mesurer le degré d'intégration des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et des rapatriés au sein de la communauté d'accueil où ils se sont installés après leur déplacement. Le LORI est évalué par le biais d'enquêtes auprès des ménages et représente le score sous forme de chiffre unique ; il peut également être ventilé par différents éléments, tels que les conditions de logement, l'accès à l'eau, ou par lieu. Cela permet de suivre les progrès réalisés, mais aussi d'adapter la programmation et de hiérarchiser les ressources en conséquence. Le LORI est basé sur un outil développé par le HCR en Équateur pour mesurer les niveaux d'intégration locale des réfugiés urbains.



Vendeur à Kismayo, mars 2019. Photo: Rikka Tupaz / IOM

Développer l'indice de (ré) intégration locale

L'intégration est très subjective et repose sur la perception de la personne à intégrer¹. Dans un premier temps, Danwadaag a élaboré un concept d'intégration adapté au contexte somalien des personnes déplacées, en consultation avec les communautés touchées par les déplacements et d'autres parties prenantes. L'intégration est définie comme suit:

«Vivre dans une zone pacifique où l'on peut se déplacer librement en toute sécurité ; établir avec la communauté des relations fondées sur la confiance, relever les difficultés et résoudre les problèmes ensemble ; être pleinement accepté lorsqu'on participe à des activités sociales et à la prise de décision communautaire ; exercer ses droits sans discrimination en raison de son statut de personne déplacée ; et avoir un accès équitable et libre à l'emploi, aux opportunités économiques et aux ressources, principalement l'eau, la terre, la nourriture, la santé, l'éducation et le logement, entre autres, même lorsque les ressources sont rares»

¹. Intégrée dans le cas des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et réintégrée dans le cas des rapatriés.

Dans un deuxième temps, Danwadaag a élaboré un questionnaire portant sur un mélange de critères d'intégration subjectifs et objectifs, basé sur le cadre du ReDSS et de l'IASC. Ces critères ont été adaptés au contexte somalien et des questions supplémentaires sur la cohésion sociale ont été ajoutées après de vastes consultations avec les communautés touchées par le déplacement. Ce questionnaire a été utilisé pour enquêter sur un échantillon de 3 028 ménages touchés par le déplacement. Les entretiens ont eu lieu en personne avec des données saisies sur des téléphones portables dans les zones d'opération de Danwadaag, à Baidoa, Kismayo, Afgoye et Mogadiscio. Les données obtenues ont ensuite été utilisées pour développer un modèle permettant de déterminer le score LORI. Pour ce faire, Danwadaag a recherché des liens (corrélations positives) entre les réponses des répondants à leur niveau d'intégration perçue et d'autres facteurs. Il s'agissait de déterminer quels facteurs influencent la façon dont une personne perçoit son intégration. Par exemple, les ménages qui ont déclaré disposer d'un hébergement de qualité étaient beaucoup plus susceptibles de donner une note plus élevée à leur niveau d'intégration. Sur la base de ces corrélations, un grand nombre d'aspects (variables) influençant la perception de l'intégration ont été choisis et testés. Au final, sept aspects (variables) se sont avérés être

essentiels pour l'intégration locale : L'éducation, la nourriture, les latrines, les conditions de logement, la terre, la capacité à répondre aux besoins de base et l'emploi. Ces aspects ont ensuite été pondérés afin de créer un système de notation de l'indice.

Principales conclusions de la base de référence

La majorité des personnes touchées par les déplacements se déplacent à l'intérieur de leur propre État.² Quarante pour cent ont quitté leur lieu d'origine à cause de la sécheresse ou des inondations et plus d'un tiers à cause de l'insécurité et des conflits. Soixante-dix pour cent ont été déplacés plus d'une fois avant d'arriver à leur lieu actuel et ont choisi ce lieu en raison de l'absence de conflit (38%), de l'aide alimentaire (25%) et des possibilités de travail (15%). Un nombre surprenant de personnes qualifient leur niveau d'intégration de bon ou d'excellent (38%), ce qui pourrait s'expliquer par le fait qu'elles comparent leur situation actuelle à celle du lieu qu'elles ont dû quitter en raison d'une catastrophe naturelle ou de l'insécurité. Bien que la grande majorité des ménages disposent d'une source d'eau, près de 40 % ne satisfont pas aux besoins de base en matière de consommation d'eau, et plus de la moitié ne respectent pas la norme relative au nombre maximal de personnes par latrine.³ Il est intéressant de noter que les gens ont tendance à ne partager l'eau qu'avec d'autres personnes ayant le même statut de déplacement. La majorité ne disposent pas d'un contrat de bail officiel, près de 50 % vivent dans des abris de fortune et le type et la qualité des abris varient considérablement. La majorité des ménages n'ont qu'une seule source de revenus, généralement en tant que travailleur occasionnel, ne mangent pas trois repas par jour, ont des dettes informelles et sont analphabètes.

². A l'exception de l'administration régionale de Benadir.

³. Vingt personnes par latrines et 15 litres par personne par jour (normes Sphere).

Moins de la moitié des enfants d'âge scolaire vont à l'école par manque de ressources.

Aspects clés de l'intégration locale influençant directement le score d'intégration:

1. Proximité des marchés alimentaires locaux
2. Accès sécurisé aux latrines
3. Des abris de qualité adéquate
4. Contrats de bail écrits ou titres de propriété pour le terrain occupé
5. Scolarisation des enfants
6. Capacité à répondre aux besoins de base.

Conséquences pour la programmation

Les résultats du LORI ont déjà eu un impact sur la programmation de Danwadaag. Par exemple, reconnaissant l'impact de la sécurité du régime foncier sur l'intégration, Danwadaag se concentre désormais davantage sur les activités liées au logement, à la terre et à la propriété, en standardisant son approche du logement parmi les partenaires du consortium, et offre davantage de services de conseil pour les questions liées aux droits fonciers. Il assure également une coordination étroite avec les autorités locales afin de prévenir les évictions et de soutenir la capacité du gouvernement à délivrer des documents fonciers officiels.

Mesurer l'intégration à l'avenir

Le LORI s'est révélé être un outil efficace pour Danwadaag pour mesurer l'intégration locale dans les zones ciblées, et pour adapter la programmation en conséquence. En plus du LORI, Danwadaag a développé une version courte de l'outil, le LORI Calculator, pour obtenir le score d'intégration sur la base de quelques questions clés. Le développement et l'essai des deux outils ne sont que les premières étapes d'une méthode solide de mesure de l'intégration, avec des conseils pour son développement. Toutefois, il a déjà apporté une contribution importante à la discussion sur la manière dont il est possible de mesurer les progrès vers des solutions durables.



Enhancing Intergration of Displacement
Affected Communities in Somalia

EIDACS

Aperçu du projet

La Somalie reste l'épicentre de l'une des plus grandes crises de déplacement au monde. Le pays compte **2,6 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI)**, dont plus de 180 000 ont été déplacées au cours du premier semestre 2019.

EIDACS est un consortium **EUTF** dans le cadre du programme **RE-INTEG**, dont l'objectif est de contribuer à créer un environnement favorable aux communautés **affectées par les déplacements (DAC)** dans l'État du Sud-Ouest de la Somalie afin de parvenir à des **solutions durables**.

L'EIDACS est mis en œuvre dans 3 **sites d'incubation**, des groupes de sites de personnes déplacées à risque à **Baidoa** et à **Afgoye**, afin de trouver et de tester des solutions réalistes en vue d'informer les efforts de réplication à plus grande échelle. Le programme implique tous ceux qui y vivent, qu'ils soient déplacés ou non.

Depuis le début de l'EIDACS en mars 2017, plus de **149,000** personnes ont bénéficié d'accords intercommunautaires et de la restauration de logements, de terres et de propriétés ; ont amélioré leur niveau de vie grâce à l'accès aux services de base ; et ont accru leur accès à des moyens de subsistance réalistes. Parmi elles, **67 % sont des femmes** et **71 % sont des personnes déplacées**.



Résultats obtenus entre 2017 et 2020 :

- Facilitation des processus des forums communautaires affectés par le déplacement
- Élaboration de plans d'action communautaires et identification des priorités par les bénéficiaires



COMMUNITY
ENGAGEMENT

- Plus de 7 000 titres de propriété distribués aux femmes
- Première convention régionale HLP
- Cartographie des risques d'éviction
- Prestation de services juridiques
- Formation à la résolution des conflits en matière de logement, de terres et de propriété



HOUSING

- 200 personnes ont bénéficié du modèle "Learning to Earn" - L2E
- 200 personnes ont reçu des subventions de démarrage à Baidoa
- 15 groupes ont été formés en VSLA : 200 personnes
- 200 membres des groupes d'entraide à Afgoye
- 300 personnes formées à la gestion d'entreprise
- 250 personnes formées à la création de petites et moyennes entreprises
- 236 personnes formées à la permaculture à Baidoa
- 6 écoles pratiques d'agriculture établies à Afgoye avec 150 agriculteurs



LIVELIHOOD

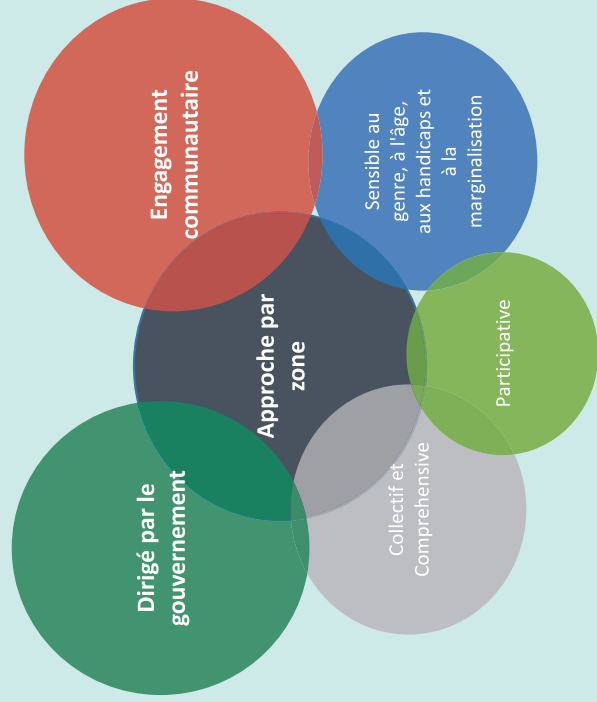
- Construction de 3 écoles permanentes et inscription de 2 636 enfants
- 170 enseignants ont été formés et 103 ont



EDUCATION

Approche des solutions

L'EIDACS suit le cadre des solutions durables (IASC), les critères, les indicateurs et les principaux principes fondamentaux du RedSS. Entre 2017 et 2019, un **score d'intégration sociale** a été utilisé pour mesurer la (ré)intégration des DAC, avec la tendance suivante : 5,25 (2017) ; 5,75 (2018) ; 6,32 (2019) ; et 7,11 en 2020. Le score d'intégration sociale comprend des indicateurs sur la communauté et l'appartenance sociale, le sentiment d'appartenance et la communauté comme source de réconfort.



reçu des incitations

- Création de comités communautaires d'éducation et formation de leurs membres
- Distribution de matériel pédagogique à 2 636 étudiants
- Mise en place de l'évaluation de la lecture au primaire (EGRA) et de l'évaluation des mathématiques au primaire (EGMA)



- Construction de deux centres de santé maternelle et infantile et service d'extension communautaire
- 29 332 personnes atteintes. 3 317 personnes ont été orientées
- 9 425 enfants de moins de 5 ans ont été dépistés pour la malnutrition



- Réalisation de 2 puits et construction de 2 réservoirs d'eau et de 6 kiosques à eau
 - Amélioration de l'accès à l'eau potable pour 6 000 ménages
 - Réhabilitation de 4 puits peu profonds
 - Construction d'une canalisation d'eau (10 km)
 - Formation de 75 membres de comités de l'eau
 - 12 480 personnes ont participé à des activités de promotion de l'hygiène
 - Distribution de kits d'hygiène à 2 100 ménages
- Transferts monétaires inconditionnels distribués à 500 bénéficiaires à Afgoye



L'engagement communautaire à travers des forums de communautés touchées par les déplacements dans le consortium EIDACS

Par Stefanie Barratt



Discussion de groupe avec le Forum des Communautés Affectées par le Déplacement au cours de l'étude de cas menée par Samuel Hall, Baidoa, 2019

Financée par l'Emergency Trust Fund for Africa de l'UE, l'initiative EIDACS a été conçue pour apporter un soutien à l'intégration durable des rapatriés et des personnes déplacées dans l'État du Sud-Ouest de la Somalie.

Reconnaissant le rôle de l'engagement communautaire comme étant la clé des solutions durables, les partenaires ont entrepris de tester un modèle innovateur de structures communautaires dans deux «incubateurs» à Baidoa. Une représentante du «forum des communautés touchées par le déplacement» a été créée dans chaque cadre pour servir de canal institutionnel afin de façonner les services existants et futurs. Sur la base d'entretiens qualitatifs, cette étude de cas documente la mise en place et le mode de fonctionnement des forums des communautés affectées par le déplacement, leur impact sur la communauté, la collaboration avec les partenaires de mise en œuvre et la durabilité attendue après la fin d'EIDACS.

A) Comment ont été constitués les forums des communautés touchées par le déplacement?

Les sites d'incubation à Baidoa consistent en un ensemble de colonies et de villages peuplés de personnes déplacées à l'intérieur du pays (IDP), de rapatriés et de la communauté d'accueil non déplacée. Ces groupes n'avaient pas l'habitude de parler à une seule voix avant la création des orums des communautés touchées par les déplacements:

“Auparavant, il y avait des représentants de la communauté. Mais ils ne voulaient pas travailler ensemble. (...) Les responsables des camps étaient en compétition pour la sélection des bénéficiaires. Les organisations avaient besoin d'un point d'entrée, c'est-à-dire le forum des communautés touchées par le déplacement.”

Informateur clé, forum des communautés touchées par les déplacements

Le processus de cartographie des parties prenantes a permis d'orienter la formation des forums des communautés touchées par le déplacement dans chaque site d'incubation. Les membres des forums des communautés touchées par le déplacement ont été nommés sur la base de leur expérience antérieure et de leur capacité à faire preuve de leadership dans le passé.

Chaque forum des communautés touchées par les déplacements est composé de neuf membres, et comprend des représentants des villages de personnes déplacées, des représentants des communautés hôtes et des rapatriés, un représentant des jeunes, des femmes et des personnalités religieuses. Naturellement, ces catégories se chevauchent. Cette répartition a suscité des questions concernant la représentation équitable de tous les groupes, avec les hôtes et les femmes se sentant sous-représentés. Cette représentation disproportionnée ne semble toutefois pas poser de problème dans la prise de décision, les informateurs affirmant que les désaccords au sein du groupe étaient rares.

“ Les membres du forum des communautés touchées par le déplacement ne sont pas en désaccord - [nous] suivons la méthode somalienne traditionnelle pour résoudre les désaccords ”

Informateur clé, DRC

Le forum des communautés touchées par le déplacement tient régulièrement des réunions dans la salle communautaire. Des minutes sont prises pour les réunions régulières, mais pas pour les réunions ad hoc. Il n'existe pas de mécanisme formel de compte rendu.

B) Quelles sont les activités des forums des communautés affectées par le déplacement?

Les forums ont été conçus pour servir d'intermédiaire entre les communautés (IDP, hôtes, rapatriés) et ceux qui leur fournissent des services tels que les organisations d'aide, ainsi que (dans une moindre mesure) les homologues gouvernementaux.

• Liaison avec les communautés

Le forum des communautés touchées par le déplacement semble être à la fois bien connu et apprécié par la communauté - une promenade autour du camp avec le président l'a vu salué à chaque instant. En assurant la liaison avec les communautés, les forums des communautés touchées par le déplacement servent d'intermédiaire de deux manières : en transmettant des informations sur les besoins et les priorités aux ONG/aux parties prenantes du gouvernement, et en renvoyant à leur tour les plans et les priorités de programmation à ceux qui sont censés en bénéficier.

Bien que d'autres comités existent pour servir le même objectif, ceux-ci sont soit représentatifs d'un sous-groupe en particulier (les organisations cadres de PDI par exemple), soit axés sur une thématique ou un secteur. Le forum des communautés touchées par le déplacement est donc la première entité dont la mission est de parler au nom de la communauté, quel que soit son statut de déplacement, et sur tous les sujets concernant l'aide fournie.

La mission principale des forums des communautés touchées par le déplacement, telle que la conçoivent les communautés, est d'informer la programmation en contribuant aux critères de sélection des bénéficiaires. En même temps, une partie importante de la mission des forums est de transmettre aux communautés des informations sur la programmation et les inscriptions des bénéficiaires. Ces informations sont partagées par le biais de sous-comités ou de réunions informelles ad hoc.

“ Je partage des informations, par exemple lorsque les bénéficiaires d'une aide alimentaire ou en espèces seront sélectionnés, je consulterai les chefs de branche et les aînés du village. Nous répertorierons les bénéficiaires en fonction de leur vulnérabilité. ”

Membre du forum des communautés touchées par les déplacements

• Liaison avec les partenaires de mise en œuvre

L'interaction des partenaires opérationnels avec les membres du forum des communautés touchées par le déplacement diffère en fonction de leurs attributions. DRC est le partenaire opérationnel qui a toute la responsabilité de la mise en place des forums et le partenaire dont les contacts avec ces derniers sont les plus réguliers. Les autres partenaires interagissent davantage avec les sous-forums créés pour leurs interventions thématiques - ces comités ayant eux-mêmes été créés avec le soutien des membres des forums des communautés touchées par les déplacements. L'influence des forums est donc exercée par un degré de séparation.

On peut dire que le service le plus important rendu par les forums et sous-comités des communautés affectées par le déplacement pour les partenaires opérationnels est la sélection des bénéficiaires. Leur influence est palpable et constitue une raison importante de leur crédibilité et de leur popularité auprès de leurs communautés:

“ Un jour, j'ai reçu un appel du forum des communautés touchées par le déplacement. Ils m'ont dit : DRC va vous donner des semences de légumes. Je ne connaissais pas cette opportunité, mais le membre du forum était conscient que j'étais vulnérable.”

Femme membre de la communauté

Étant donné l'équité perçue de l'accès à l'aide grâce aux forums des communautés touchées par le déplacement, une pression est désormais exercée sur toutes les organisations qui mettent en œuvre des activités à Baidoa pour qu'elles suivent un processus de consultation communautaire similaire à celui de l'EIDACS.

• Liaison avec les partenaires gouvernementaux et les commissions nationales concernées

Les forums des communautés touchées par le déplacement ont également pour but de s'engager auprès du gouvernement et des commissions nationales qui se chargent des

aspects liés au déplacement. La mesure dans laquelle cela se produit varie selon le secteur et le niveau de gouvernement. Le forum a une relation avec les autorités du district et s'engage avec les autorités locales sur les problèmes d'allocation des terres, de résolution des conflits et de coordination des interventions humanitaires. Le sujet le plus discuté tend à être les accords fonciers et les titres de propriété, en accord avec les activités du NRC. D'autre part, le forum des communautés affectées par les déplacements n'a pas encore eu beaucoup de contacts avec d'autres départements gouvernementaux tels que les ministères de l'eau et de la planification.

C) Prochaines étapes ?

Étant donné que les membres du forum des communautés touchées par les déplacements ne sont pas rémunérés et travaillent actuellement sans aucune infrastructure, les obstacles à la poursuite de leurs activités sont relativement faibles.

“ Oui, même si l'EIDACS prend fin, nous serons toujours bénévoles et travaillerons pour notre communauté, parce qu'on nous fait confiance et que nous avons une bonne relation avec tout le monde.”

Membre du forum des communautés touchées par les déplacements

Toutefois, au-delà de leur rôle de représentants de facto des communautés, les membres actuels du forum des communautés touchées par les déplacements sont déjà liés à d'autres programmes de solutions durables, notamment le programme de solutions durables (DSP) et Danwadaag (dirigé par l'OIM). Ce dernier s'appuiera directement sur l'expérience du forum de de l'EIDACS, en créant une version plus large du même (30 membres) pour une plus grande inclusion, mais aussi en absorbant les forums actuels dans la nouvelle structure. Les membres actuels des forums ont participé à la sélection des nouveaux membres. Le défi à relever consistera à faire en sorte que les forums des communautés touchées par le déplacement s'engagent avec tous les partenaires de mise en œuvre actifs sur leurs sites respectifs.

L'autonomisation économique des femmes par l'inclusion financière des groupes d'entraide

Par Courtenay Cabot Venton

Les groupes d'entraide (SHG) sont devenus un modèle économique et social viable en Somalie pour construire des communautés résilientes et contribuer à des solutions durables.

Communautaires et durables, ils sont bien placés pour travailler avec les plus vulnérables afin de lutter contre la pauvreté. L'écosystème des SHG en Somalie/Somaliland comprend plus de 30 organisations travaillant dans cet espace par le biais de dizaines d'organisations de mise en œuvre et de nombreux réseaux importants.

Il n'est pas possible de comptabiliser le nombre total de groupes, car il est fort probable qu'il y ait un grand nombre de doubles comptages. Néanmoins, il y aurait environ 3.000 groupes avec 57.000 membres à travers le pays¹.

Le soutien aux SHG est devenu un élément important du travail de Concern Worldwide (Concern) en Somalie et au Somaliland. Ce travail est mis en œuvre dans le cadre de plusieurs programmes et consortiums d'ONG.

Dans le cadre du programme BRCiS-DFID², Concern et The Share Trust ont mené

une consultation des parties prenantes en octobre 2018, réunissant les 30 organisations travaillant avec les SHG en Somalie. La création d'un écosystème durable pour que les SHG puissent prospérer était l'une des priorités identifiées, nécessitant un meilleur accès aux services de base et des liens avec les institutions de microfinance (IMF). Le rapport de la consultation³ a identifié comme une priorité clé la nécessité d'une approche plus systématique des liens avec les IMF et des produits financiers pour les pauvres afin de soutenir la croissance durable des groupes et le développement des activités commerciales.

En 2020, et avec le soutien de BRCiS, The Share Trust et les consortiums de solutions durables (SDCS, EIDCAS et Danwadaag), une étude a été menée dans le but d'informer les stratégies de programme et de plaider pour renforcer et étendre efficacement l'écosystème des SHG en Somalie. Ce travail explore la disponibilité et la typologie des produits financiers en faveur des pauvres, ainsi que les obstacles que rencontrent les membres des SHG pour y accéder en Somalie.

¹ *Groupes d'entraide et de résilience en Somalie : Soutenir et renforcer l'écosystème des SHG.* Compte rendu de la consultation de Courtenay Cabot Venton pour Concern Worldwide Somalia, Jan 2019.

² BRCiS : Building Resilient Communities in Somalia, un consortium humanitaire formé en 2013 par cinq ONG internationales ayant une longue expérience en Somalie - Cooperazione e Sviluppo (CESVI), Concern Worldwide, le Norwegian Refugee Council (NRC), l'International Rescue Committee (IRC) et Save the Children International (SCI) - dans le but de répondre à la longue période d'exposition des communautés somaliennes aux catastrophes récurrentes et à la misère.

³ *Groupes d'entraide et résilience en Somalie : Soutenir et renforcer l'écosystème des SHG.* Rapport de consultation par Courtenay Cabot Venton pour Concern Worldwide Somalia, Jan 2019.



Halima est membre d'un des SHG à Hargeisa. Photo : Ayanle Farah, responsable de projet FIM, programme SDSC / Concern Worldwide.

Principales conclusions

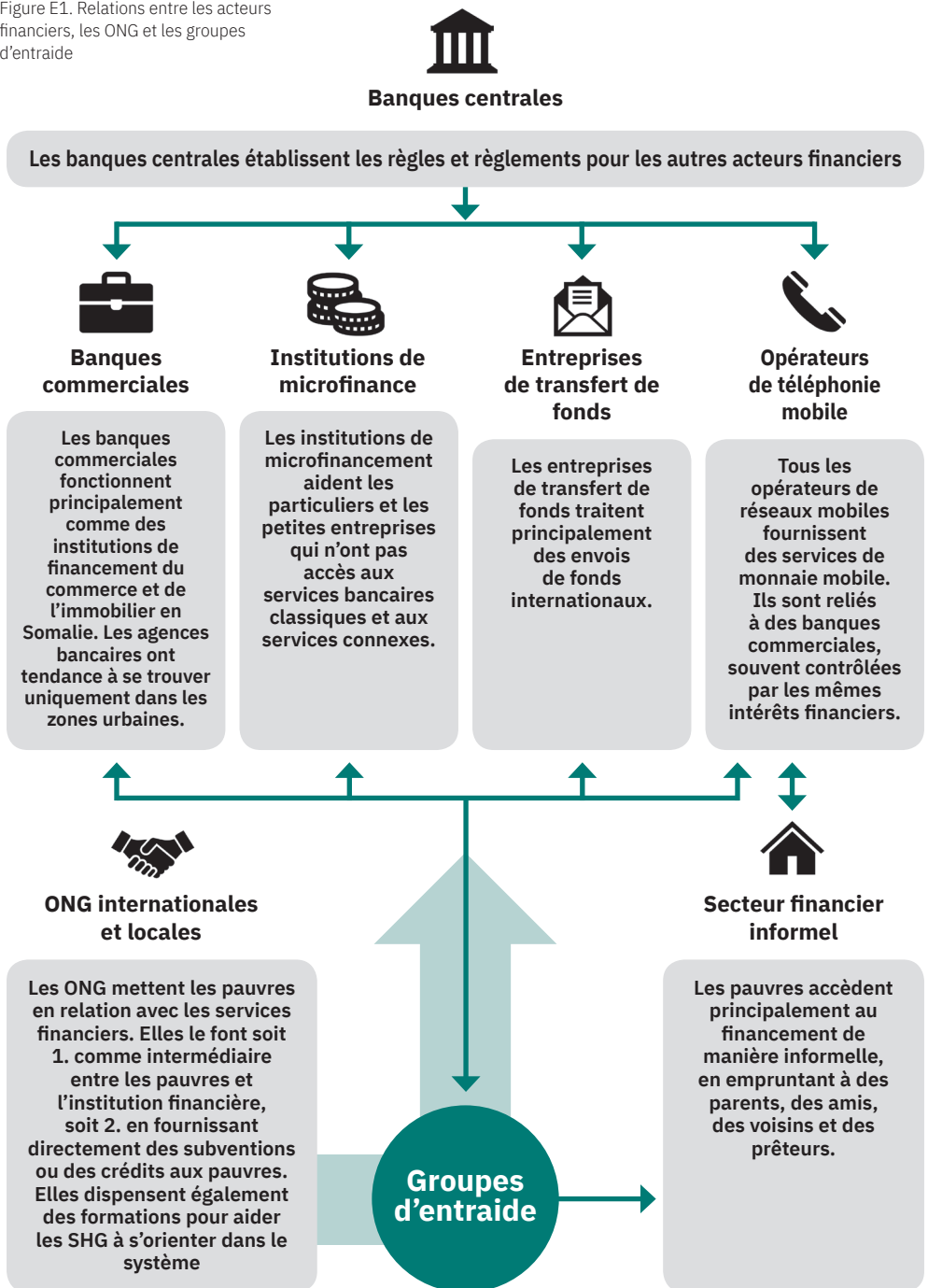
Cartographie de l'écosystème financier

Il existe cinq catégories principales d'acteurs financiers dans le secteur formel de la finance en Somalie : les banques centrales, les banques commerciales, les entreprises de transfert de fonds (MTB), les institutions de microfinance (IMF) et les opérateurs de téléphonie mobile (MNO). Les institutions financières en Somalie sont assez récentes, la plupart établies au cours de la dernière décennie et beaucoup au cours des dernières années. Elles sont très conscientes de la vulnérabilité de la Somalie face à toute une série de chocs - économiques, climatiques, politiques et de conflits. En général, cela a entraîné une préférence pour des prêts très prudents dont la durée est courte : d'où la

préférence pour le commerce ou l'immobilier, où les transactions sont clairement limitées dans le temps. De nombreuses banques ne prêtent qu'une petite partie de leurs réserves, afin d'éviter des défaillances paralysantes en cas de choc. Le manque de produits d'assurance - notamment pour les banques elles-mêmes - augmente également leur vulnérabilité aux chocs et, par conséquent, perpétue des stratégies de prêt prudentes.

La figure suivante présente les différents acteurs qui composent l'écosystème financier en Somalie. Cette carte est une version simplifiée d'un écosystème qui est en fait complexe et dont les liens sont beaucoup plus nombreux que ce qui peut être montré ici.

Figure E1. Relations entre les acteurs financiers, les ONG et les groupes d'entraide



Bien que la Banque centrale de Somalie ait mis en place des réglementations relatives à la création de nouvelles banques, à la normalisation des pratiques bancaires et aux réglementations administratives régionales, elle dispose encore d'une marge de croissance importante en termes de capacité à faire appliquer les réglementations existantes et également de sa capacité à générer des cadres juridiques favorables aux nouvelles industries ou à la démographie (tels que les cadres juridiques des IMF ou des MNO). Cela a des implications sur l'ensemble de l'écosystème pour les types de produits qui sont offerts. Par exemple : de nombreuses banques dépendent encore de structures claniques pour la responsabilité ; les banques n'ont en général qu'assez de ressources pour se maintenir à flot et sont limitées par la capacité et l'autorité de la banque centrale ; la nature non réglementée de l'écosystème de la monnaie mobile rend possible une déconnexion entre la masse monétaire numérique et réelle ; il y a un risque que des actions inflationnistes ou déstabilisatrices soient prises sans responsabilité, ce qui pourrait potentiellement causer une crise de confiance dans l'écosystème financier ; et un manque de réforme monétaire signifie qu'il y a des niveaux élevés de contrefaçon dans le système. L'argent mobile joue un rôle très important dans l'écosystème financier de la Somalie, en grande partie en raison du manque de confiance dans le shilling somalien, de la difficulté d'utiliser des dollars américains (USD) pour les transactions de faible valeur, ainsi que des coûts de transaction détachés et de la facilité d'utilisation des services d'argent mobile.

Cartographie de la disponibilité des produits en faveur des pauvres

Dans ce contexte, la disponibilité de produits en faveur des pauvres n'est pas très étendue. Le système encourage fortement un petit nombre de transactions de grande valeur par rapport à un grand volume de transactions de faible valeur. Les possibilités d'emprunt pour les petites entreprises, informelles ou semi-

formelles, sont très limitées. Dans ce contexte, les produits financiers les plus courants offerts aux pauvres par les acteurs financiers sont les comptes bancaires ou les prêts de groupe avec une réglementation adaptée aux besoins des pauvres.

Accès des SHG aux services financiers

Bien que des produits et services financiers puissent être disponibles, cela ne signifie pas que les membres des SHG y accèdent ou même qu'ils en connaissent l'existence. Le retour d'informations sur le terrain indique que les personnes interrogées connaissent des acteurs financiers tels que la Salaam Bank, Dara Salaam, Dahabshil, IBS et Amal Bank, mais seule une minorité d'entre elles possède effectivement un compte individuel dans une banque. Dans de nombreux cas, en particulier dans les zones rurales, les membres ont indiqué que des ONG telles que Concern étaient les seules sources de financement disponibles en dehors des prêteurs. Sur la base de ces témoignages et d'une enquête téléphonique menée par le centre d'appel du DFID, il semble que les membres des SHG utilisent principalement des comptes bancaires individuels ou collectifs, et s'ils ont accès à des services financiers, les groupes utilisent encore des produits assez rudimentaires tels que des prêts accessibles principalement par le biais du secteur informel.

Leçons tirées - Obstacles et réussites

Un certain nombre d'obstacles majeurs entravent l'accès des membres des SHG aux produits financiers. De nombreux prestataires de services financiers, si pas tous, ont un très faible niveau de risque et ont donc des critères d'éligibilité stricts, des prêts inflexibles, des délais de grâce courts et des conditions contraignantes, avec des prêteurs exigeant le versement d'une somme d'argent importante chaque mois. Les contraintes d'accès aux produits comprennent : la nécessité d'avoir **un garant financier, de prouver son identité financière** dans un pays sans système national d'identification, **de fournir des documents**, c'est-à-dire des permis ou des documents

d'enregistrement, de s'engager dans un processus de **prêt qui prend du temps**, et l'obligation pour les emprunteurs d'avoir un historique de crédit pour accéder à un prêt. En outre, les institutions financières donnent la **priorité aux commerçants sur les secteurs productifs**, ce qui peut pénaliser les groupes pauvres. Ces conditions de prêt sont difficiles pour de nombreux emprunteurs pauvres, en particulier les personnes déplacées et les femmes. Les femmes n'ont pas les mêmes ressources ni les mêmes réseaux sociaux que les hommes qui leur permettraient de répondre aux exigences en matière de garantie et de garant. Elles souffrent de normes de genre restrictives en matière de mobilité et elles peuvent être confrontées à un refus de leur mari pour obtenir des prêts et créer de nouveaux commerces

Du côté des membres du SHG, les contraintes d'accès au financement sont notamment les suivantes le **manque de connaissances**, tant en termes de connaissance des services disponibles que de la manière d'y accéder ; l'accès géographique, car de nombreuses zones rurales n'ont pas accès aux banques ; **l'analphabétisme et l'état d'esprit** peuvent également entraver l'accès à la microfinance ; les membres des SHG s'inquiètent des **niveaux élevés de risques inhérents**, notamment du fait qu'elles ne seront pas en mesure de rembourser un prêt si elles parviennent à en obtenir un, exacerbés par leur dépendance vis-à-vis d'activités commerciales caractérisées par de **faibles revenus et profits** ; et le manque **d'opportunités de renforcement des capacités** signifie qu'il est difficile pour les membres des SHG de dépasser les contraintes existantes et de se tourner vers des lignes de travail plus rentables.

Cependant, il existe un nombre croissant d'innovations et de réussites qui s'attaquent à ces obstacles et réduisent le risque d'accès des pauvres aux produits financiers. Beaucoup de ces innovations sont nées de partenariats entre les différents acteurs financiers avec les ONG, les IMF et les banques commerciales qui s'associent pour piloter des services plus

appropriés. Il y a une poussée croissante de créativité et de flexibilité en ce qui concerne les conditions de prêt, comme par exemple qui constitue un garant et qui prouve l'identité financière et la solvabilité.

Lorsque les SHG sont en mesure d'accéder à des services financiers, les facteurs de réussite semblent inclure : des niveaux plus élevés de **capital social** qui facilitent l'accès à un garant ; l'accès à **l'information** sur les services particuliers disponibles dans leur région ; **le soutien** à l'accès à ces services soit par leur clan soit par une organisation ; **une formation appropriée et un renforcement des capacités** pour naviguer correctement dans le système ; **un état d'esprit positif** qui leur permet de faire confiance à leur capacité de réussite ; et **un modèle commercial créatif** qui contribue à atténuer la saturation du marché

Recommandations

Parmi les innovations du programme qui pourraient favoriser l'inclusion financière des SHG, on peut citer :

- sensibiliser et adopter les comptes de groupe ;
- agir en tant que garant ;
- réduire ou subventionner le coût d'achat d'une carte d'identité et d'enregistrement d'une entreprise afin d'encourager les entreprises du secteur informel à se tourner vers les structures formelles ;
- populariser le processus de prêt par le biais de Cluster Level Association (ce sont des fédérations lorsqu'un certain nombre de groupes d'entraide se réunissent) ;
- élaborer des documents de prêt et d'affaires qui sont optimisés pour les clients faiblement alphabétisés ;
- investir dans les efforts visant à mettre en évidence l'accessibilité pour les femmes ;
- investir dans l'amélioration des capacités des SHG, et renforcer leurs plateformes de coordination et de partage d'informations ;

- soutenir la collaboration à tous les niveaux et l'assurance qualité autour de programmes de formation spécifiques à l'industrie;
- développer les moyens d'améliorer l'identité financière et la fiabilité;
- étendre l'accès des SHG/CLA aux outils numériques pour améliorer les capacités et combler le fossé de l'inclusion financière
- étendre la recherche et le suivi autour de la liquidité du groupe.
- faire connaître les banques qui répondent à ces critères afin de les aider à se développer;
- encourager et populariser davantage de produits de prêt sur mesure pour les micro-entreprises (en particulier avec les comptes de groupe);
- réer et plaider en faveur de directives pour que les banques créent des comptes spécifiques aux SHG;
- encourager les banques à fournir des assurances

Les stratégies de plaidoyer pour influencer un changement positif en faveur de l'inclusion financière des femmes comprennent:

- plaider pour que les banques élargissent leurs options de garants et créent une transparence autour de leur accessibilité;

- participer à la conversation sur les principales transformations réglementaires.



Légende de la photo : Séance de calcul pour 20 femmes membres du groupe d'entraide du district d'Afgoye en 2019.
Photo : Mohamed Ahmed Abukar (Naji), SHACDO.

Les évictions : Au cœur des efforts de solutions durables en Somalie

Par Joseph Jackson

Atteindre des solutions durables au déplacement reste une perspective lointaine pour de nombreuses communautés à travers la Somalie en raison d'un réseau complexe de difficultés. En plus des chocs climatiques cycliques et de l'insécurité, les déplacements secondaires provoqués par les évictions continuent de saper les efforts essentiels de redressement. Plus de 90 % du quart de million de personnes expulsées en 2019 ont subi de multiples évictions au cours de l'année, ce qui leur a fait perdre des biens et des investissements personnels essentiels, tant au niveau des installations que des ménages. Les expulsions au niveau des installations sont les plus visibles et les plus faciles à suivre que les incidents au niveau des ménages, qui peuvent être plus insidieux et moins visibles. Cependant, les conséquences des expulsions sont invariablement les mêmes sur les victimes, physiquement et psychologiquement. La prévalence de ce phénomène a fait que de nombreuses communautés déplacées hésitent à s'engager dans des initiatives de rétablissement significatives. Dans certains cas, les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) qui ne bénéficient pas d'une sécurité d'occupation adéquate se voient refuser l'accès à l'aide au logement et au soutien aux moyens de subsistance de type agricole, et dans de nombreux cas, les expulsions ont également entraîné la destruction de biens humanitaires dans les camps de PDI à Mogadiscio, tels que les systèmes d'eau et les installations scolaires.

En raison d'un manque d'accès aux ressources financières, la majorité des PDI échangent l'aide humanitaire reçue contre des frais de loyer, alimentant par inadvertance un



Vue d'ensemble du camp Iyow koyow, surpeuplé et mal abrité, dans la zone de Hanano à Baidoa. Photo : Abdulkadir Adan, responsable du SPL, mars 2020.

cycle problématique d'exploitation par les propriétaires. Cette économie basée sur les loyers incite certains propriétaires fonciers à s'engager dans la commercialisation des expulsions - expulsions menacées ou exécutées dans le but délibéré d'attirer l'attention et/ou l'aide humanitaire. Cette dynamique soulève des questions sur l'action humanitaire fondée sur des principes - s'il faut ou non soutenir les victimes d'expulsions commercialisées, et comment faire raisonnablement la distinction entre les deux. Les expulsions, forcées ou non, ont tendance à s'intensifier pendant les périodes de stabilité soutenue, par rapport aux périodes d'urgence. Un peu plus de 87 % de tous les cas enregistrés en 2019 étaient dus au développement, que ce soit par le gouvernement ou par des propriétaires privés¹. Dans le même temps, l'analyse des tendances historiques montre que les incidents d'expulsion ont chuté de plus de 59 pour cent pendant la sécheresse de 2017-18, et d'un peu plus de 10 pour cent entre février et mars 2020, lorsque la peur de COVID-19 a commencé à envahir le pays.

Le Norwegian Refugee Council (NRC) a mis en place un programme destiné à prévenir les expulsions et à aider les communautés les plus exposées à en atténuer les effets. Le programme s'appuie sur un réseau de volontaires communautaires et de partenaires de protection pour suivre, documenter et signaler systématiquement les incidents d'expulsion. Des analyses de tendances sont préparées régulièrement et diffusées afin d'informer la

¹ Signifie le développement de logements ou de propriétés commerciales, plutôt que le "développement" en tant que secteur

planification humanitaire et le plaidoyer, et de déclencher des réponses de protection spécifiques par les prestataires de services concernés. Des informations sur les évictions à l'échelle nationale sont désormais disponibles sur un portail en ligne alimenté par Microsoft Power BI. En travaillant en collaboration avec les propriétaires fonciers, les groupes de travail sur la protection et diverses municipalités du pays, 70 500 personnes ont pu éviter les évictions forcées et bénéficier d'une sécurité foncière supplémentaire ou d'une aide au relogement. Les résultats de la prévention vont de la promotion d'un préavis adéquat et de la facilitation de l'accès à des logements de remplacement, à la prévention des menaces d'éviction imminentes et à l'obtention d'une prolongation de l'occupation. En décembre 2019, une étude d'impact du programme a montré que près de 85 % des efforts de prévention menés par le gouvernement ont été couronnés de succès. Sur la base de cet apprentissage, le NRC a élargi l'approche et piloté un programme de renforcement des capacités municipales. Le projet pilote comprenait la mise en place et l'opérationnalisation d'une unité chargée d'évictions au sein de l'administration régionale de Banadir à Mogadiscio. Plus de 2 100 installations de personnes déplacées ont été évaluées à Mogadiscio, Baidoa, Kismayo, Bossaso et Hargeisa grâce à des exercices trimestriels de cartographie des risques d'éviction et aux



Un membre de l'équipe AILC du NRC remet un titre foncier à une famille déplacée dans le camp d'Alla Qabe. Les titres fonciers, délivrés par la municipalité locale de Baidoa et facilités par le NRC, offrent aux personnes déplacées un accès sécurisé à la terre. Pendant la crise COVID-19, le personnel du NRC prend des précautions supplémentaires pour éviter de propager la maladie aux personnes aidées. Photo : NRC Somalie.

conclusions des évaluations utilisées pour informer les initiatives d'engagement préventif.

L'éviction est une question juridique, et en tant que telle, les efforts pour la traiter doivent être ancrés sur des cadres réglementaires appropriés et un système d'administration de la justice qui fonctionne. Bien que cela reste un défi important en Somalie, il existe quelques solutions aux expulsions applicables localement qui sont réalisables et qui exigent une attention et des investissements permanents.

- En premier lieu, des mesures concrètes doivent être prises pour internaliser et mettre en œuvre des sections raisonnables du Protocole National Provisoire sur le Logement, des Lignes Directrices Nationales sur les Evictions et des Politiques Nationales sur les IDP. Dans le cadre de ce processus, les ministères compétents et les municipalités devraient intégrer ces sections dans leurs plans opérationnels annuels.
- Deuxièmement, avec le soutien technique et matériel des partenaires humanitaires, en particulier du NRC par l'intermédiaire du sous-groupe «Logement, terre et propriété» (HLP), toutes les municipalités situées dans les districts accessibles devraient être aidées à mettre en place des capacités spécifiques pour coordonner les efforts de prévention et de réponse aux évictions.
- Une troisième et dernière considération serait de faire pression sur le gouvernement fédéral et les administrations régionales pour qu'ils se mobilisent et négocient avec les propriétaires fonciers afin de renoncer aux loyers qui seront perçus pendant la crise COVID-19. En cas de succès, cette initiative permettra aux personnes déplacées, la strate de la population la plus touchée par les évictions, de se concentrer sur le redressement post-COVID-19 au lieu d'utiliser les programmes d'aide pour compenser les loyers accumulés. Une telle situation s'étendra sans aucun doute sur une longue période, sapant ainsi le potentiel de redressement des populations les plus vulnérables, alors que les actions visant à l'atténuer promettent de multiples avantages dans l'immédiat et à plus long terme.

Fermeture et durabilité de l'EIDACS

Par Beatriz Valbuena

La planification pour la durabilité des programmes et de leurs résultats est notoirement difficile dans des contextes fragiles, en particulier ceux qui sont divisés par un conflit. La décision de mettre fin à un programme n'est jamais facile et est souvent basée sur les contingences en place et sur des critères définis. Dans le cas du consortium EIDACS, bien que certains des indicateurs d'impact du programme aient été atteints et qu'il y ait des fonds supplémentaires pour la poursuite de certaines activités, il n'a pas été possible d'obtenir des ressources financières, humaines ou autres suffisantes pour continuer à couvrir certaines lacunes critiques.

Le consortium EIDACS a longtemps plaidé pour une transition adéquate vers l'appropriation et la gestion locales et a fourni des conseils aux partenaires à ce sujet. Alors que l'on espérait que les donateurs fourniraient un financement supplémentaire et que le gouvernement actuel de la Somalie serait prêt à passer le relais, des lacunes critiques persistent pour la poursuite des services de base, essentiels à la survie des communautés touchées par les déplacements. Compte tenu du niveau des besoins en Somalie et des ressources humaines et financières nécessaires pour y répondre, cela n'est pas surprenant et réaffirme la nécessité de réfléchir aux hypothèses de durabilité au stade de la conception du programme et d'être réaliste à ce sujet dans un tel contexte. D'autres consortiums de solutions durables financés par l'UE en Somalie sont confrontés aux mêmes problématiques.

Dans ce contexte, les consortiums ont décidé de se réunir et de travailler sur un document qui pourrait documenter l'impact des solutions durables, les principales lacunes et les messages

clés, avec un public ciblé de donateurs et de parties prenantes. Une réunion du groupe de travail technique, organisée en février 2020 à Mogadiscio et facilitée par l'EIDACS et le ReDSS, a offert un espace important de discussion, d'échange et de réflexion. La discussion a porté sur les cinq aspects suivants:

1. Évaluer la durabilité des activités après la clôture du programme
2. Explorer la transition vers d'autres partenaires et acteurs possibles
3. Gérer les attentes des bénéficiaires, du personnel, des partenaires et des autres parties prenantes
4. Transfert de connaissances et d'enseignements
5. Plaidoyer, en tant que partie intégrante des programmes du partenaire de mise en œuvre, auprès des autorités gouvernementales, des agences des Nations Unies et des donateurs.

Les conclusions de cette réunion ont été utilisées pour rédiger un document contenant toutes les contributions des partenaires, qui seront partagées à titre d'orientation pour l'avenir. Les messages clés qui en sont issus sont énumérés dans l'encadré ci-dessous.

Dans le cadre des efforts visant à rechercher des alternatives pour combler certaines lacunes après la finalisation de l'EIDACS, il sera important d'examiner les mécanismes de financement des Nations Unies pour les gouvernements tels que les Fonds de Développement Local (FDL), un mécanisme de financement visant à accroître le renforcement des capacités des gouvernements en matière de prestation de services. Il existe également le modèle de prestation de services (MPS), qui est à la fois une approche et un mécanisme de subvention de cofinancement entre l'UNICEF et le Programme commun sur le gouvernement local (JLPG), le gouvernement central et le gouvernement local.

Alors qu'il existe déjà une certaine expérience accumulée en Somaliland et à Puntland, les dialogues dans l'État du Sud-Ouest ne font que commencer, mais il est encourageant de constater une volonté politique et une ouverture

claires. Il s'agit d'un long processus qui n'intervient qu'après un exercice de planification participative avec les communautés, l'inclusion dans les budgets locaux et la formation des gouvernements locaux à la gestion de projets. La santé et l'éducation peuvent être incluses dans les modèles MPS, par exemple, après des stratégies de décentralisation convenues avec les ministères de service et les gouvernements locaux. Cependant, actuellement, la pandémie COVID-19 a obligé à suspendre ce processus.

Bien qu'actuellement, les fonctions décentralisées ne soient pas opérationnelles en Somalie, des stratégies à long terme sont recommandées pour soutenir ces opportunités, jusqu'à ce que les gouvernements locaux soient capables de générer des revenus suffisants pour pouvoir s'engager à fournir des services de base à partir de leurs propres ressources avec des capacités adéquates. Dans les États complexes et fragiles comme la Somalie, ces stratégies à long terme devront être poursuivies en commençant par des stratégies à court et moyen terme, en fournissant le soutien humanitaire nécessaire jusqu'à ce que le gouvernement puisse effectivement prendre ses responsabilités.

N'oublions pas que les personnes déplacées continuent d'être considérées comme la catégorie des « plus délaissées ». Poursuivons nos efforts pour leur trouver des approches innovantes en matière de solutions durables.



Achèvement de la route de desserte à Baidoa. Photo : Abdullahi Abdulle, responsable du projet sur les moyens de subsistance, Danwadaag Durable Solutions.

Programme RE-INTEG de l'UE pour des solutions durables - messages clés et cartographie des lacunes critiques

Points clés à prendre en considération

Sur base de la mise en œuvre du programme au cours des trois dernières années, les consortiums RE-INTEG et ses partenaires (EIDACS, JSC, SDSC et DSIRS) aimeraient mettre en évidence les points clés suivants pour la considération des donateurs. Ces points clés informent sur la durabilité des investissements de solutions durables, réalisés au cours du programme, dans les zones de mise en œuvre (État du Sud-Ouest, Jubaland, Somaliland et Puntland):

- **La nécessité de continuer à investir et de donner la priorité aux secteurs de l'éducation, de la santé et de la nutrition.** Malgré les progrès réalisés dans le cadre des consortiums RE-INTEG, il est toujours nécessaire d'améliorer les services de base dans les zones de programme afin d'en assurer la durabilité, grâce à l'engagement des donateurs, du gouvernement et du secteur privé. Une attention particulière doit être accordée à la formation des enseignants et aux éléments prioritaires clés de l'accès et de la qualité.
- La possibilité d'étendre et de consolider le volet «autonomisation économique/moyens de subsistance», en renforçant **les liens avec les marchés et l'inclusion financière des jeunes et des femmes, ainsi que la création de partenariats public-privé (PPP)**. Les institutions de microfinancement informelles (IMF) ont permis l'inclusion financière de ceux qui n'ont pas les moyens d'accéder à des fonds d'investissement ou à des prêts pour leurs entreprises. L'UE devrait envisager de prendre en compte les principaux enseignements tirés des consortiums RE-INTEG dans ce domaine de résultats, afin d'éclairer la conceptualisation de la stratégie de développement économique et local inclusif (ILED) et la mise en œuvre du programme, sur la promotion de l'autonomisation économique et la création de moyens de subsistance durables pour les

communautés touchées par les déplacements. Vous trouverez ici l'étude de cas avec les leçons tirées de l'EIDACS sur «La création et le soutien des petites entreprises pour les communautés touchées par les déplacements»..

- Investissement continu pour l'inclusion de stratégies et d'activités de protection, afin de **réduire le nombre de communautés déplacées et non déplacées qui subissent des crimes violents et/ou des incidents de sécurité, y compris la violence sexuelle basée sur le genre (SGBV).**
- **Investissement dans la capacité du gouvernement à diriger et à coordonner les processus de solutions.** L'apprentissage dans le cadre de RE-INTEG a permis d'améliorer la coordination et la planification des programmes de solutions durables, sous la direction des autorités dans les différents domaines de mise en œuvre des projets. Les consortiums EIDACS, JSC, SDSC et DSIRS ont engagé les autorités dans la mise en œuvre d'activités spécifiques du programme, par le biais de réunions du comité de pilotage du programme et du groupe de travail technique, de processus de suivi conjoints et de formations axées sur les solutions. En outre, des efforts ont été déployés pour soutenir la capacité technique des autorités, par le biais de détachements auprès des ministères concernés (par exemple, le détachement de l'EIDACS auprès du département de suivi et d'évaluation du ministère de la planification de l'État du Sud-Ouest). Ces investissements serviront de base à la poursuite du leadership gouvernemental en matière de programmation des solutions et devraient donc être soutenus pour garantir une approche des solutions durables basée sur les zones et dirigée par le gouvernement.
- **Exploiter les investissements réalisés dans le cadre de RE-INTEG avec de nouveaux financements potentiels et les programmes de solutions durables en cours. L'UE devrait explorer des alternatives de financement pour**

couvrir les lacunes critiques, en particulier celles liées à la fourniture de services, et relier les investissements réalisés dans le cadre du RE-INTEG aux financements prévus (par exemple, le programme ILED, le programme Sameynta, Joint Resilience Action-JRA) ou aux financements supplémentaires d'autres donateurs (Suisse, Banque Mondiale etc).

- **Investir dans la mesure des progrès vers une (ré)intégration durable.** Les partenaires du RE-INTEG de l'UE, avec le soutien du ReDSS, ont fait des efforts pour mettre en place un processus de mesure des progrès vers la (ré) intégration. Ce processus est basé sur les quatre domaines de résultats communs du programme : (i) engagement des gouvernements/ engagement des communautés, (ii) accès aux services de base, (iii) moyens de subsistance et (iv) recherche et apprentissage. Sur la base des enseignements tirés du programme, les futurs programmes de l'UE en matière de solutions durables devraient veiller à élaborer une théorie claire du changement, qui trace un cheminement causal pour faire progresser la (ré) intégration et s'attaquer à la vulnérabilité des communautés touchées par les déplacements, dès le début et la phase de conception du programme. L'UE pourrait également s'inspirer de l'expérience des partenaires du consortium Danwadaag, qui ont mis au point un indice de (ré)intégration locale (LoRI) pour mesurer le degré d'intégration locale des bénéficiaires ciblés du programme et mieux comprendre les différents services et facteurs qui influencent la (ré)intégration des communautés touchées par les déplacements dans la communauté locale.

Avril 2020,

Enhancing Integration of Displacement Affected Communities in Somalia (EIDACS)
Jubaland Solutions Consortium (JSC)
Somaliland Durable Solutions Consortium (SDSC)
Durable Solutions for IDPs and Returnees in Somalia (DSIRS)



Auteurs ayant contribué

Beatriz Valbuena, EIDACS Durable Solutions Consortium Coordinator, Concern Worldwide Somalia

Peter de Clercq, International Consultant, Former Deputy Special Representative of the Secretary-General for the United Nations Assistance Mission in Somalia (UNSOM), where he also served as United Nations Resident Coordinator, Humanitarian Coordinator and United Nations Development Programme (UNDP) Resident Representative.

Teresa del Ministro, Durable Solutions Coordinator, Durable Solutions Unit, Integrated Office of the UN Resident Coordinator for Somalia.

Rufus Karanja, Durable Solutions Manager – Somalia. Regional Durable Solutions Secretariat (ReDSS)

Lena Von Naso, Danwadaag Durable Solutions Consortium MEAL and Reporting Officer (interim)

Recovery and Durable Solutions Unit - Nairobi Support Office, International Organization for Migration (IOM Somalia)

Stefanie Barratt, Data Standards & Analytics Pillar lead, Samuel Hall

Courtenay Cabot Venton, The Share Trust

Joseph Jackson, ICLA Core Competency Specialist, Norwegian Refugee Council Somalia

Finola Mohan, Programme Knowledge and Learning Adviser, Concern Worldwide Ireland

Organisations contributrices

Les partenaires, organisations et agences suivants ont contribué aux programmes de solutions durables en Somalie et sont mentionnés dans ce numéro de Knowledge Matters:



Note: Ce document couvre les activités d'aide mises en œuvre avec l'aide financière de l'Union Européenne, European Union Trust Fund (EUTF). Les opinions exprimées dans ce document ne doivent en aucun cas être considérées comme reflétant l'opinion officielle de l'Union Européenne, et la Commission Européenne n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qu'il contient.

Une contribution, une idée ou un sujet pour les prochains numéros de Knowledge Matters contactez la rédaction par email : knowledgematters@concern.net

Les avis exprimés sont ceux de l'auteur et ne correspondent pas nécessairement à ceux de Concern Worldwide ou de ses partenaires.

Knowledge Matters en bref

Knowledge Matters propose des analyses pertinentes pour le terrain concernant le développement et l'action humanitaire de Concern Worldwide. Elle offre au personnel et aux partenaires une plateforme d'échange d'idées et d'expériences. La publication a pour vocation d'encourager une analyse de haute qualité afin de faciliter la compréhension du travail de Concern. Le personnel et les partenaires de Concern décrivent leurs idées et leurs expériences au travers de leurs articles. Ces articles sont très courts (de 500 à 1 500 mots). Habituellement, vous n'avez de la place que pour émettre deux ou trois idées intéressantes. Voici quelques conseils pour rédiger un court article de fond :

- Commencez par imaginer votre lecteur – un collègue de Concern. Pourquoi sont-ils intéressés – pourquoi veulent-ils lire votre article ? Lorsque vous avez identifié votre idée centrale, énoncez-la de suite, dans le titre ou dans la première phrase.
- Que peuvent apprendre les autres de votre histoire ? Concentrez-vous sur cela. N'oubliez pas d'étayer votre histoire avec des données probantes. Elles peuvent provenir d'évaluations.
- Il est plus facile d'amener les gens à vous lire si vous mettez d'abord en avant la dimension humaine – en mentionnant des personnes et des événements réels. (Vous n'avez pas à donner de noms).
- Utilisez des phrases courtes. Vous pouvez utiliser le guide de style de Concern pour vous aider.

- Limitez la longueur des paragraphes à un maximum de six lignes.
- Utilisez un style simple. Bon nombre des lecteurs de Knowledge Matters ne sont pas des anglophones natifs, alors réfléchissez bien avant d'utiliser des expressions idiomatiques ou un langage familier que les autres pourraient difficilement comprendre.
- Évitez toujours de présupposer que le lecteur a un niveau de connaissance élevé du sujet sur lequel vous écrivez.
- Utilisez des phrases à la voix active (« nous avons organisé un atelier » et non « un atelier a été organisé »)
- Utilisez des expressions courtes et claires.
- Votre titre doit être bref - pas plus de huit mots.
- Si nécessaire, utilisez des photos pour illustrer le récit, mais veillez à respecter le Code de conduite Dóchas sur les images et les messages.

Photo de couverture: Personnes déplacées à Baidoa, 2019. Photo : Hyungbin Lim / OIM Somalie.

À qui cette publication est-elle destinée ?

Tout le personnel impliqué dans la conception, la mise en œuvre, la gestion, le suivi, l'évaluation et la communication du travail effectué par Concern. Cette publication devrait aussi être partagée avec les partenaires.

Ce qu'inclut cette publication

- Pratique prometteuse
- Apprentissage organisationnel
- Promotion d'approches de programmation multisectorielles et intégrées
- Liens vers les rapports complets

Ce qu'elle n'inclut pas :

- Des recommandations ciblées
- Des données probantes supplémentaires ne figurant pas dans les documents cités
- Des descriptions détaillées des interventions ou de leur mise en œuvre

GRUPE DE TRAVAIL RÉDACTION

- **Finola Mohan** : Rédactrice en chef
- **Beatriz Valbuena** : Rédactrice de ce numéro

Mots clés:

Solutions durables, Engagement communautaire, leadership gouvernemental, Somalie, Déplacement

Les points de vue exprimés dans Knowledge Matters sont ceux de leurs auteurs et ceux-ci ne coïncident pas nécessairement avec ceux de Concern Worldwide et ses partenaires. Concern Worldwide encourage l'impression et la reproduction à un usage exclusivement personnel et non commercial, à condition que la source soit clairement indiquée.

Conception et impression : Pixelpress

Republic of Ireland

52-55 Lower Camden Street
Dublin 2
00 353 1 417 77 00
info@concern.net

Northern Ireland

47 Frederick Street
Belfast
BT1 2LW
00 44 28 9033 1100
belfastinfo@concern.net

England and Wales

13/14 Calico House
Clove Hitch Quay
London
SW11 3TN
00 44 207 801 1850
londoninfo@concern.net

Republic of Korea

(04034) 5 fl, 12, Yanghwa-ro
11-gil, Mapo-gu, Seoul,
Republic of Korea
00 82 324 3900
www.concern.kr

USA

355 Lexington Avenue
16th Floor
New York
NY 10017
00 1 212 5578 000
info.usa@concern.net

www.concern.net

KNOWLEDGE MATTERS

Édition du 27 | Mai 2020

CONCERN
worldwide

ENDING
EXTREME POVERTY
WHATEVER
IT TAKES